

ROYAUME DU MAROC
COMMUNE URBAINE DE CASABLANCA, MOHAMMEDIA ET AIN
HARROUDA
SOCIETE LYDEC

Gestion déléguée des services de distribution d'électricité,
d'eau potable et du service d'assainissement liquide à
Casablanca

Marché
MA N°106-2018 E/F&T

***Révision des régleurs en charges des
transformateurs de puissance***

Pièce N°2 : Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S)

**Pièce N°2.1 : Cahier des Clauses Administratives et
Financières (C.C.A.F)**



SOMMAIRE

ARTICLE 0 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 1 - TEXTES GÉNÉRAUX LEGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES	5
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'EXÉCUTION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 4 - CÉSSION DU MARCHÉ OU ASSOCIATION, SOUS TRAITANCE ET SOUS-COMMANDE	8
ARTICLE 5 - RENONCIATION DE L'ENTREPRENEUR	9
ARTICLE 6 - ASSURANCES & RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR	9
ARTICLE 7 - ÉLECTION DE DOMICILE	11
ARTICLE 8 - RÉGLEMENT DES LITIGES	12
ARTICLE 9 - ÉTHIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	12
ARTICLE 10 - EMPLACEMENTS À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR.....	13
ARTICLE 11 - AGREMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT	13
ARTICLE 12 - MAIN D'ŒUVRE	13
ARTICLE 13 - MATÉRIEL DE CHANTIER.....	14
ARTICLE 14 - VOIES DE COMMUNICATION ET ACCÈS	14
ARTICLE 15 - ALIMENTATION EN ÉLECTRICITÉ ET EN EAU	14
ARTICLE 16 - CANTONNEMENT	14
ARTICLE 17 - SÉCURITÉ & HYGIÈNE.....	15
ARTICLE 18 - RÉCEPTION ET STOCKAGE DU MATÉRIEL SUR LE CHANTIER	18
ARTICLE 19 - STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIÈRES DANGEREUSES.....	18
ARTICLE 20 - PROGRAMME D'EXÉCUTION	19
ARTICLE 21 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	19
ARTICLE 21 bis - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE	19
ARTICLE 21 ter - LISTE DES DOCUMENTS À REMETTRE PAR L'ENTREPRISE	20
ARTICLE 22 - ÉTUDES-DESSINS D'EXÉCUTION ET AUTRES DOCUMENTS.....	20
ARTICLE 23 - MODIFICATIONS	21
ARTICLE 24 - CANALISATIONS ET CÂBLES SOUTERRAINS.....	21
ARTICLE 25 - RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR.....	21
ARTICLE 25 bis - SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DES ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIEL EN USINE ET DES TRAVAUX À PIED D'ŒUVRE	22
ARTICLE 25 ter - PROCÉDURE ET PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES À SUIVRE	22
ARTICLE 26 - DÉLAI D'EXÉCUTION	23
ARTICLE 27 - PÉNALITÉS DE RETARD	23
ARTICLE 27 bis - RAPPORT D'AVANCEMENT	23
ARTICLE 28 - RÉCEPTIONS ET PLANS DE RECOLEMENT	24
ARTICLE 29 - RÉCEPTION PROVISOIRE ET DÉFINITIVE	24
ARTICLE 30 - CONTRÔLE DES TRAVAUX	24
ARTICLE 31 - GESTION DES DÉCHETS & REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX DES INSTALLATIONS	25
ARTICLE 32 - FORCE MAJEURE	25
ARTICLE 33 - INTERRUPTION DES TRAVAUX.....	25
ARTICLE 34 - PÉNALITÉS PARTICULIÈRES	26
ARTICLE 35 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	27
ARTICLE 36 - MODE DE RÉMUNÉRATION.....	27
ARTICLE 37 - DÉCOMPOSITION DES PRIX	28
ARTICLE 38 - IMPÔTS, TAXES, FRAIS DOUANIERS.....	28
ARTICLE 38 bis : RETENUE À LA SOURCE	29

ARTICLE 38 ter : TRANSFERT	29
ARTICLE 38 quater - EXONERATION DE LA TVA	29
ARTICLE 39 - REVISION DES PRIX	29
ARTICLE 40 - TRAVAUX EN REGIE.....	29
ARTICLE 41 - CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET GARANTIE DE BONNE EXECUTION.....	29
ARTICLE 42 - RETENUE DE GARANTIE	30
ARTICLE 43 - NANTISSEMENT	30
ARTICLE 44 - VARIATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX	30
ARTICLE 45 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	30
ARTICLE 46 - REFUS DES OUVRAGES OU DU MATERIEL- RESILIATION DU MARCHE	30
ARTICLE 46 BIS - RESILIATION DU MARCHE.....	31
ARTICLE 47 - DOMICILIATION BANCAIRE	32
ARTICLE 48 - Garanties contractuelles.....	32
ARTICLE 49 - CLAUSE DE SUBSTITUTION.....	33
ARTICLE 50 - VALIDITE DU MARCHE	33

DEFINITIONS

- LYDEC est désignée dans la suite du Cahier des Clauses Administratives et Financières (C.C.A.F) par le vocable "Maître de l'Ouvrage".

- Le terme "Maître d'œuvre" ou "Ingénieur" désigne la personne ou l'organisme mandaté par le Maître de l'Ouvrage pour le contrôle et le suivi des prestations.

- Le "Marché" désigne l'ensemble des documents contractuels énumérés à l'Article 2 du présent C.C.A.F.

- L' "Entrepreneur" ou « Prestataire » ou « Entreprise » désignent, l'attributaire du Marché, qu'il s'agisse d'un entrepreneur agissant seul ou d'un Groupement d'Entrepreneurs conjoints et solidaires, représentés par leur mandataire.

Le présent marché est passé en application des dispositions de l'annexe 7 du contrat de gestion déléguée des services de distribution d'électricité, d'eau potable et du service d'assainissement liquide à Casablanca, fixant les conditions et les formes dans lesquelles sont passés les marchés de travaux, fournitures ou service par la société LYDEC.

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 0 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de l'exécution de prestations et de fourniture nécessaires pour la maintenance et révision de 4 régleurs en charges installés sur différents marque des transformateurs aux postes sources SIDI OTHMANE, LAAYOUNE et CAMIRAN.

Pour des contraintes d'exploitation, deux des transformateurs ne peuvent être indisponible pour la révision que les samedis et dimanche.

Le délai de réalisation des prestations objet du présent marché est fixé à **3 mois** à compter de la date de démarrage des prestations prescrite dans l'ordre de service de démarrage des prestations.

Les différentes prestations à fournir dans le cadre du présent marché sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 1 - TEXTES GENERAUX LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

L'Entrepreneur est soumis aux lois et règlements en vigueur au MAROC, notamment en ce qui concerne l'emploi, la main d'œuvre, les transports, la fiscalité, etc...

1.1 L'Entrepreneur est soumis en particulier aux obligations découlant des textes ci-après :

Dans la mesure où les pièces du Marché n'y dérogent pas, l'entrepreneur est soumis particulièrement aux dispositions découlant des textes ci-après dont il déclare avoir pris connaissance:

- la législation et la réglementation relevant du droit social au Maroc notamment, Le Dahir n° 1-03-194 du 14 reheb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au Code du travail et les textes pris pour son application. Le Dahir portant loi n° 1-72-184 du 27 Juillet 1972 (15 jourmada II 1392) relatif au régime de sécurité sociale.
- Les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et la sécurité du personnel.
- Le décret n°2.15.367 du 21 mai 2015 complétant le décret n°2-04-423 du (29 décembre 2004) fixant les conditions et les formes de présentation de la déclaration d'ouverture d'une entreprise, d'un établissement ou d'un chantier
- Le code général des impôts marocain
- Le dahir n°1-02-238 du 25 Reheb 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 17-99 portant code des assurances.
- La loi 12-03 sur les Etudes d'Impact sur l'Environnement.
- La loi 28-00 sur la gestion des déchets et leur élimination.
- la loi sur l'eau de juillet 1995 et le décret 2-04-553 du 24 janvier 2005 relatif aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects dans les eaux superficielles ou souterraines.
- Les textes applicables en matière d'assurance et d'accident de travail.
- La réglementation relative aux règlements entre le Maroc et l'étranger
- Arrêté du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle n° 93-08 du 6 jourmada I 1429 fixant les mesures d'application générales et particulières relatives aux principes énoncés par les articles de 281 à 291 du code du travail
- Le décret n°2-14-499 du 15 Octobre 2014, fixant les règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les constructions

1.2 Dans la mesure où les pièces du Marché n'y dérogent pas, l'Entrepreneur est également soumis

- Au Cahier des Prescriptions Communes (C.P.C) du Ministère de l'Equipement approuvé par Arrêté n° 451 du 6 décembre 1982 et notamment le Fascicule n°4 relatif aux ouvrages d'assainissement et de soutènement;
- Au Devis Général d'Architecture (dernière édition) complété par le Cahier des Prescriptions Communes pour les travaux dépendant des Services de l'Equipement et du Logement (Administration Française) tel que défini par l'Arrêté Ministériel du 24 Septembre 1970 ;
- Au Cahier des Charges Assainissement du Maître de l'Ouvrage;

CCAF

- Aux normes Marocaines homologuées par décision ministérielle (NM) en l'absence de normes marocaines, aux règles et normes techniques Européennes ou Françaises (AFNOR, UTE, Règles CC.BA.68 et BAEL 1991, etc... dernières éditions).
- Aux Circulaires et Fascicules Spéciaux du Cahier des Prescriptions Communes (C.P.C.) de l'Administration Française relatif à l'emploi du béton et à l'exécution des travaux de fondation et des souterrains ainsi qu'aux canalisations et ouvrages annexes en vigueur à la date de signature du marché ;

Ces fascicules sont notamment les suivants :

Fascicule 4 (Titre I)	: Fourniture d'acier et autres métaux. Armatures pour béton armé.
Fascicule 4 (Titre II)	: Armatures à haute résistance pour construction en béton précontraint par pré ou post-tension.
Fascicule 4 (Titre III)	: Aciers laminés pour constructions métalliques.
Fascicule 4 (Titre IV)	: Rivets en acier, boulonnerie à serrage contrôlé, destinés à l'exécution des constructions métalliques.
Fascicule 28	: Chaussées en béton de ciment.
Fascicule 29	: Construction et entretien des chaussées pavées.
Fascicule 31	: Bordures et caniveaux en pierre naturelle ou en béton et dispositifs de retenue en béton.
Fascicule 32	: Construction de trottoirs.
Fascicule 35	: Travaux d'espaces verts, d'aires de sport et de loisirs.
Fascicule 61 (Titre II)	: Programme de surcharge et épreuve des ponts-routes.
Fascicule 61 (Titre V)	: Conception et calcul des ponts et constructions métalliques en acier.
Fascicule 62 (Titre 1er Section I)	: Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et construction en béton armé suivant la méthode des états limites dites règles BAEL 91.
Fascicule 63	: Exécution et mise en œuvre des bétons non armés.
Fascicule 64	: Travaux de maçonnerie d'ouvrages de génie civil
Fascicule 65	: Exécution des ouvrages et constructions en béton armé
Fascicule 66 (chapitre 1er, Titres II, IV, V, VI)	: Exécution de ponts et autres ossatures métalliques de technique analogue.
Fascicule 67	: Etanchéité des ouvrages d'art.
Fascicule 68 (Titre I)	: Exécution des travaux de fondation d'ouvrages.
Fascicule 69	: Travaux en souterrain
Fascicule 70	: Canalisations d'assainissement et ouvrages annexes
Fascicule 71	: Fourniture et pose de canalisations d'eau, accessoires et branchements.
Fascicule 73	: Equipements hydraulique, mécanique et électrique des stations de pompage d'eaux d'alimentation et à usage industriel ou agricole.
Fascicule 74	: Construction des châteaux d'eau en béton armé, en béton précontraint ou en maçonnerie et des ouvrages annexes.
Fascicule 85	: Construction d'installations de broyage des déchets ménagers.
DTU - NV65	: Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions.
DTU - CM66	: Règles de calcul des constructions en acier/additif 1980.
RPS 2013	: Règles parasismiques.

1.3 L'Entrepreneur doit respecter également les textes techniques généraux du présent Marché.

1.4 Préséance des textes généraux et particuliers

Dans le cas de non concordance ou de contradiction entre deux ou plusieurs textes visés par les paragraphes de 1.1 à 1.4 de l'article 1er du présent Marché, c'est le texte le plus contraignant pour l'entrepreneur qui primera, l'appréciation en revient d'autorité au Maître d'ouvrage.

1.5 CHANGEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

En cas de changement législatif ou réglementaire ou fiscal, intervenant après la présentation de son offre et tout au long de l'exécution du Marché, l'Entrepreneur prendra en charge toutes les conséquences qu'il serait susceptible de subir ou qu'il subit suite à ce(s) changement(s) législatif(s) ou réglementaire(s) ou fiscal. Toutefois, l'entrepreneur pourra soumettre au maître d'ouvrage une demande de prise en charge d'une partie des coûts supplémentaires ou une prolongation de délai. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'accepter ou refuser la demande sans être tenue à en justifier les motifs.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**2.1 Liste des pièces**

Les obligations de l'Entrepreneur pour l'exécution des travaux objet du présent Marché résulteront de l'ensemble des documents figurant dans la liste ci-après et suivant leur ordre d'importance fixé par cette même liste :

- **Pièce n°1** : Acte d'engagement du marché
- **Pièce n°2** : Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS)
 - **Pièce n°2.1** : Cahier des Clauses Administratives et Financières (C.C.A.F).
 - **Pièce n°2.2** : Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).
- **Pièce n°3** : Bordereau des Prix Unitaires Formant Détail Estimatif (BPU-DE)
- **Pièce n°4** : Offre technique de l'Entrepreneur & Cahier des Garanties
- **Pièce n°5** : Exigences d'hygiène et de sécurité dans les chantiers travaux
- **Pièce n°6** : Cahier des Clauses Administratives générales de Lydec « CCAG »

Et les textes législatifs et réglementaires et les normes visés à l'alinéa 1.2 de l'article 1 du présent C.C.A.F.

2.2 Préséance des pièces contractuelles

En cas de contradiction ou différence entre deux ou plusieurs pièces constituant le marché, la préséance des pièces entre elles, est définie par leur ordre d'inscription dans l'article intitulé « Pièces constitutives du marché ».

Nonobstant la prévalence par ordre prévue par l'alinéa 2.1, En cas de non concordance, de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, c'est la disposition la plus contraignante pour l'entrepreneur qui recevra application. Ce choix revient d'autorité au maître d'ouvrage.

2.3 Préséance des pièces contractuelles et des textes :

Les pièces contractuelles priment sur les dispositions des textes visés à l'alinéa 1.1 de l'article 1 du présent CCAF, à l'exception des dispositions légales ou réglementaires impératives ou d'ordre public.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHÉ

3.1 Du seul fait de la signature du Marché, l'Entrepreneur reconnaît avoir reçu du Maître de l'Ouvrage toutes les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du Marché. Il ne peut en aucun cas se prévaloir d'un manque d'informations relatives à celles de ces indications générales, sur lesquelles il aurait pu obtenir, sur sa demande, à la signature du Marché, les précisions qui lui sont nécessaires.

3.2 Documentation sur les conditions de réalisation des travaux

a) L'Entrepreneur est réputé avoir examiné le site, les ouvrages existants et les emplacements de chantier et avoir, après cet examen, fait toutes les études utiles ou nécessaires et qu'il a apprécié, tant sur le plan technique que matériel, les risques et les contingences éventuelles liées à ce marché.

b) Les documents d'information joints au dossier n'ont qu'un caractère indicatif, dont l'appréciation est laissée à l'Entrepreneur qui a la liberté de les contrôler par toutes les enquêtes, **demandes d'information** et mesures voulues.

L'Entrepreneur ne peut élever aucune réclamation ni demander aucune indemnité au cas où il estimerait que du fait des renseignements donnés, même dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévues par suite de mésestimation des risques ou des sujétions.

c) L'Entrepreneur est réputé avoir étudié toutes les conditions du Marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les travaux peuvent être exécutés conformément à ces conditions et sans aucun recours contre le Maître d'ouvrage.

Il est aussi réputé avoir une connaissance détaillée du site, des chantiers existants ou futurs à proximité des travaux, des éventuels moyens d'accès et d'alimentation en eau et en électricité ainsi que de tous les autres moyens ou possibilités dont il pourra disposer sur son chantier.

d) L'Entrepreneur doit prendre toutes ses dispositions pour se documenter de manière complète sur les us, et coutumes locales, la législation et la réglementation Marocaines, les ressources exactes en main d'œuvre, matériel et matériaux, les conditions climatologiques, les règles de sécurité sur les chantiers et les stocks de matières dangereuses, les dispositions nécessaires pour l'obtention de l'autorisation d'utilisation des explosifs (dans le cas où la solution proposée comporte l'utilisation des explosifs) et, d'une façon générale, toutes les sujétions qui sont susceptibles d'influencer les conditions d'exécution et les prix de revient des ouvrages.

e) L'Entrepreneur doit effectuer sa propre enquête sous sa seule et entière responsabilité et ne peut donc élever aucune réclamation pour manque d'information ou erreur ou mauvaise estimation de certains facteurs.

3.3 La description des ouvrages, les contraintes auxquelles sont soumis les ouvrages, les spécifications et les descriptions des fournitures, les sujétions relatives à l'exécution des travaux figurant dans les pièces contractuelles sont purement énonciatives et nullement limitatives ; à l'intérieur des limites fixées par le Marché, l'Entrepreneur est tenu de livrer un ensemble complet en ordre de marche, de construction parfaitement conforme aux règlements, normes et règles de l'Art et conditions du présent marché.

3.4 Les stipulations du Marché relatives aux spécifications techniques des matières et en particulier des conduites, aux dispositions constructives, au mode d'exécution des travaux de génie-civil, et aux méthodes de montage du matériel, à la pose des conduites, aux essais et mises en service et celles désignant des sous-traitants n'engagent pas la responsabilité du Maître de l'Ouvrage. De convention expresse, elles sont réputées résulter des propositions même de l'Entrepreneur.

3.5 Les pièces contractuelles et les documents remis par le Maître de l'Ouvrage à l'Entrepreneur au cours de l'exécution du Marché doivent être vérifiés par l'Entrepreneur. Celui-ci est tenu de signaler au Maître de l'Ouvrage toutes les erreurs ou omissions qui ne sauraient échapper à un Entrepreneur qualifié ou qui lui apparaîtraient en raison de sa propre expérience et de proposer en conséquence les modifications qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la bonne exécution du Marché.

3.6 Pour tous documents, mémoires, notes techniques, plans, ... etc, l'Entrepreneur est tenu d'utiliser le système métrique et les unités de mesures s'y rattachant et de rédiger lesdites pièces écrites en Français, langue qui seule fait foi. Les relations entre l'Entrepreneur et le Maître de l'Ouvrage s'établiront en langue française.

3.7 L'Entrepreneur assume, dans tous les cas, l'entière responsabilité de l'exécution du Marché, nonobstant:

- a) l'examen par le Maître de l'Ouvrage des documents techniques qui lui sont soumis,
- b) le transfert à des tiers de l'exécution de certaines prestations,

c) la surveillance et le contrôle exercés par le Maître de l'Ouvrage notamment au cours de la construction en usine, du transport à pied d'œuvre et de la pose des tuyaux, de la fabrication et du montage à pied d'œuvre de tout matériel faisant partie de la fourniture et de l'exécution des travaux de génie civil sur le chantier.

3.8 Le Maître de l'Ouvrage déclare que la négociation, la passation et l'exécution du présent Marché n'ont pas donné et ne donneront pas lieu à perception de Frais Commerciaux Extraordinaires.

« Frais Commerciaux Extraordinaires » désignent toute commission non mentionnée au Marché Principal ou qui ne résulte au moins d'un contrat autonome en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un bénéficiaire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade.

Le Maître de l'Ouvrage tiendra à la disposition de ses bailleurs de fonds et de l'autorité délégante, pour contrôle éventuel, toutes pièces justificatives sur les conditions d'exécution de ces contrats.

De manière générale, le Maître de l'Ouvrage, s'engage à ne pas proposer ou donner à un tiers, demander, accepter ou se faire promettre, directement ou indirectement pour son propre bénéfice ou celui d'une contrepartie aucun avantage indu, pécuniaire ou autre, constituant ou pouvant constituer une pratique de corruption au sens de la convention OCDE du 17 décembre 1997 relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers. Les soumissionnaires et l'entreprise titulaire du marché sont eux aussi soumis à la convention OCDE.

ARTICLE 4 - CESSION DU MARCHE OU ASSOCIATION, SOUS TRAITANCE ET SOUS-COMMANDE

4.1 L'Entrepreneur ne peut céder la totalité, ni même une fraction du Marché, fût-ce sous forme d'apport en Société, ni contracter une association pour son exécution, sans l'autorisation écrite préalable du Maître de l'Ouvrage.

4.2 L'Entrepreneur ne peut se substituer à un ou plusieurs sous-traitants pour l'exécution d'une partie quelconque du Marché sans l'autorisation écrite et préalable du Maître de l'Ouvrage.

4.3 Dans tous les cas, l'Entrepreneur est tenu d'imposer aux sous-traitants et dans ses sous-commandes des obligations telles que l'application des clauses du Marché reste assurée. L'Entrepreneur demeure d'ailleurs personnellement responsable, tant envers le Maître de l'Ouvrage, qu'envers les tiers, notamment en ce qui concerne la qualité des ouvrages.

LYDEC ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants ni avec son personnel, ce que l'Entrepreneur s'engage à faire savoir à ses sous-traitants.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50 %) du montant du marché,

ni porter sur le corps d'état principal du marché, ni porter sur les parties du marché qui sont la spécialité du titulaire et qui lui sont confiées en raison de ses moyens et de son expérience professionnelle.

ARTICLE 5 - RENONCIATION DE L'ENTREPRENEUR

Sans Objet

ARTICLE 6 - ASSURANCES & RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur doit souscrire tous les contrats d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et, à savoir ceux se rapportant :

6.1 Assurances automobiles

Les véhicules automobiles doivent être garantis conformément aux dispositions du dahir n°1-02-238 du 25 Rejeb 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 17-99 portant code des assurance, complété par le dahir n°1-04-05 du 1er rabii I 1425 (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n°09-03 complétant la loi n° 17-99 précitée.

6.2 Accidents du travail et maladies professionnelles

- Les accidents du travail et maladies professionnelles survenant au personnel de l'Entreprise doivent être garantis conformément aux dispositions du Dahir n 1-60-223 du 12 Ramadan 1382 (6 février 1963) portant modification en la forme du Dahir du 25 Hijja 1345 (25 Juin 1927) relatif à la réparation des accidents du travail.

Le Maître de l'Ouvrage ne sera pas responsable des dommages ni des indemnités légales, payables en cas d'accidents survenant aux ouvriers ou employés de l'Entrepreneur ou des sous-traitants. L'Entrepreneur garantira et indemniserà le Maître de l'Ouvrage contre toute demande de dommages-intérêts ou indemnités et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charges et dépenses de toutes natures relatives à ces accidents.

- Pour la main d'œuvre locale : la couverture médicale «prévue par la loi n° 65-00 portant code de la couverture médicale de base « Assurance Maladie Obligatoire (AMO) ».

6.3 Responsabilités civiles

Doivent être garanties les responsabilités civiles incombant :

6.3.1 A l'Entrepreneur, en raison des dommages causés aux tiers par les ouvrages, objet du présent Marché, jusqu'à leur réception définitive, les marchandises, les matériels, les installations, le personnel de l'Entrepreneur.

6.3.2 A l'Entrepreneur, en raison des dommages causés sur le chantier et ses dépendances, aux Biens et aux agents du Maître de l'Ouvrage ou de ses représentants ainsi qu'aux tiers dont le Maître de l'Ouvrage est responsable, jusqu'à la réception définitive.

6.3.3 Au Maître de l'Ouvrage ou ses représentants, en raison des dommages causés aux tiers sur le chantier et ses dépendances par ses ouvrages, ses matériels, ses marchandises, ses installations, ses agents. Le contrat correspondant doit prévoir une clause de renonciation à recours contre le Maître de l'Ouvrage ou ses représentants.

6.3.4 Au maître de l'Ouvrage ou ses représentants, en raison des dommages causés au personnel salarié de l'Entrepreneur et provenant, soit du fait de ses agents, soit du matériel ou des tiers dont il serait responsable, et qui entraîneraient un recours de la victime ou de l'assurance "accident du travail".

6.4 Assurance relative à la responsabilité décennale de l'entrepreneur

6.4.1 L'entrepreneur titulaire du marché sera tenu de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile décennale vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage à la suite de dommages corporels, matériels et immatériels survenant après la réception définitive.

Les garanties doivent être compatibles avec les spécificités techniques des travaux et avec les risques encourus.

Par ailleurs, l'Entrepreneur devra communiquer au plus tard à la réception définitive des travaux, les garanties dont il bénéficie au titre de son Assurance responsabilité décennale.

Le prononcé de la réception définitive du marché à l'issue de la période de parfait achèvement est conditionné par la fourniture par l'entrepreneur de cette police d'assurance.

Le prononcé est conditionné de même par la déclaration de conformité par Lydec des termes et de l'étendue de cette police d'assurance avec les exigences du présent.

6.4.2 - la police souscrite par le titulaire du marché doit également couvrir, depuis la réception définitive des travaux, pendant une période de DIX (10) ANS, les ouvrages du marché, contre toutes détériorations ou défauts imputables à l'Entrepreneur.

La police d'assurance doit garantir le paiement des travaux de réparation, remplacement, modification, mise au point, remise en état suivant le choix de Lydec.

6.5 Assurance Tout Risque Chantier :

L'entreprise devra contracter, à ses frais, une police tous risques chantier garantissant pendant la durée des travaux jusqu'à la réception définitive:

1- Dommages à l'ouvrage, Maintenance étendue 12 mois, les événements naturels tremblement de terre, tsunami, inondations, tempêtes, éboulements de terrain y compris clause 72 heures, l'erreur de conception et de calcul, les frais de déblais, les dommages aux existants et avoisinants, les dommages accidentels aux câbles, canalisations et installations souterraines, les dommages aux parties réceptionnées ou mises en service, biens entreposés en dehors du chantier, essais des machines et équipements industriels, installations et équipements provisoires, grèves, émeutes et mouvements populaires, honoraires d'experts, d'architectes et de bureaux d'études, visites de maintenance, frais supplémentaires (heures supplémentaires, travail de nuit, jours fériés et transport à grande vitesse aérien compris), Frais de démolition et de déblais, Travaux et frais de dragage ; R. civile + R.C. croisée. En cas de sinistres dont la garantie relève de la R.C., ceux-ci seront déclarés en premier lieu sur le volet R.C. de la police T.R.C.

2- Avec limites minimales de garantie

- Dommages à l'ouvrage : Montant du Marché
- Evénements naturels : 20% du montant du Marché
- Erreurs de conception : 20% du montant du Marché
- Grèves, émeutes, mvts populaires : 20% du montant du Marché
- Maintenance étendue 12 mois : Montant du Marché
- RC/RC croisée : 10% du montant du Marché
- Honoraires d'experts : Frais réellement engagés maxi. 500 KDH
- Frais de démolition et de déblais : 5 % de l'indemnité maxi. 600 KDH
- Frais supplémentaires : 10% de l'indemnité maxi. 600 KDH

Dispositions

- Dérogation au planning des travaux : huit (8) semaines.
- Dommages accidentels aux câbles, canalisations et installations souterraines.

Franchises maximales

- Phénomènes naturels, essais, maintenance 90 KDH
- Autres dommages 60 KDH
- RC et RC Croisée 30 KDH

3- La police comportera une franchise qui, en cas de sinistre, sera supportée intégralement par l'Entrepreneur.

4. La police mentionnera comme assurés le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'œuvre, les entreprises tous corps d'état, architectes, ingénieurs, bureaux d'étude et ensemble des intervenants y compris co-traitants et sous-traitants. Les fournisseurs sont assurés pour leurs seules interventions sur le site.

5. L'entrepreneur s'oblige à intégrer, à ses frais et dans le délai fixé par LYDEC, dans la police toute exigence ou toute modification que Lydec estimerait nécessaire pour assurer l'adéquation des garanties de la police avec les exigences des pièces constitutives du marché.

6. L'Entrepreneur prendra en charge le coût de cette assurance tous risques chantier. Le Maître de l'Ouvrage transmettra à l'Entrepreneur une note de débit avec le montant de la prime correspondant à la couverture TRC qui sera au choix du maître d'ouvrage soit réglée par l'entreprise soit déduite des premiers règlements effectués au profit de l'entreprise.

6.6 Sous-traitants

Les garanties des contrats d'assurances citées ci-dessus doivent être étendues aux sous-traitants, sauf si les sous-traitants sont déjà couverts pour ces mêmes risques ; les contrats propres aux sous-traitants doivent

être présentés au Maître de l'Ouvrage à sa demande (voir 6.9 ci-dessous), ainsi qu'une attestation de validité et de paiement des primes en cours.

6.7 Présentation des polices

L'Entrepreneur est tenu d'adresser au Maître de l'Ouvrage, avant tout commencement d'exécution des travaux, copies certifiées conformes des polices d'assurance contractées par lui et/ou ses sous-traitants pour la couverture des risques énumérés ci-dessus. Elles doivent toutes comporter une clause interdisant leur résiliation sans avis préalable de la Compagnie d'Assurances au Maître de l'Ouvrage.

La police d'assurance garantie décennale et engagement de l'assureur correspondant à la garantie décennale sera soumis par l'entrepreneur à l'accord de Lydec avant la réception définitive des travaux qui ne pourra être prononcée que si cette clause est respectée.

L'Entrepreneur est tenu également de présenter au Maître de l'Ouvrage, chaque fois qu'il le demandera, les attestations de la Compagnie d'Assurances certifiant que les primes ont bien été réglées. La compagnie d'Assurances devra être agréée par le Maître de l'Ouvrage.

NB : Toutes les polices d'assurances objet du présent article, qui selon le code des assurances doivent être souscrites au Maroc, seront exigées auprès de compagnie(s) marocaine(s).

6.8 Recours en cas de carence

Dans le cas où l'Entrepreneur manquerait à son obligation de contracter ou de maintenir en état de validité toute assurance mentionnée dans le présent article ou toute autre exigée par le Marché, le Maître de l'Ouvrage serait en droit de contracter lui-même cette assurance et de la maintenir lui-même en état de validité, de payer les primes correspondantes et de déduire les montants ainsi payés par lui de toute somme due ou à devoir à l'Entrepreneur.

6.9 Délégation d'assurance :

6.9.1 Pour les contrats d'assurance TRC et Décennale, les dits contrats devront prévoir une clause de délégation des indemnités d'assurance au profit de Lydec chaque fois que le dommage aura été causé à elle dans l'un des cas visés ci-dessus. Lydec pourra hors la présence de l'Entrepreneur percevoir les dites indemnités.

6.9.2 LYDEC doit être désignée en tant qu'assuré principal.

6.10 Déclaration et prise en charge des incidents ou accidents:

6.10.1 L'entrepreneur doit déclarer à LYDEC, tout incident ou accident de quelque nature que ce soit survenu à l'occasion de l'exécution du marché sur le chantier et ce, dès survenance dudit incident ou accident et le porter dans le cahier de chantier.

L'entrepreneur fait son affaire personnelle des déclarations, s'il y a lieu auprès des autorités administratives et des services de police.

6.10.2 L'entrepreneur s'engage également à déclarer et prendre en charge et à ses frais tout accident ou incident de quelque nature que ce soit subi, à l'occasion de l'exécution du présent marché, par son personnel, par les agents de LYDEC ou par les tiers à son assureur au plus tard dans les 48 heures suivant la survenance de l'accident. Il doit dans le même délai communiquer à LYDEC, par écrit, copie de la déclaration de l'accident.

NB : Les réclamations de tiers, du personnel de l'entrepreneur reçus, le cas échéant, par Lydec seront transmises directement à l'entrepreneur pour prise en charge de manière à ce que LYDEC ne soit jamais inquiétée à leur sujet.

Le non-respect de cet alinéa constitue une faute grave au sens du présent CCAF.

ARTICLE 7 - ELECTION DE DOMICILE

7.1 L'Entrepreneur est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification du marché qui lui est faite par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur a l'obligation de maintenir son domicile au Maroc pendant toute la durée du chantier et de l'année de parfait achèvement.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

7.2 Faute de respecter cette clause, le maître d'ouvrage a le droit de résilier le marché aux torts et frais exclusifs de l'Entrepreneur sans préjudice des droits à exercer contre lui par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché est régi par le droit marocain.

Le Maître de l'Ouvrage et l'Entrepreneur feront tous les efforts nécessaires pour régler, à l'amiable, les différends ou litiges nés du Marché.

Dans le cas où ledit différend ou litige ne serait pas résolu par voie amiable dans un délai de 30 jours à compter de la notification par l'une des parties à l'autre des termes du différend ou litige, il sera soumis au tribunal de commerce de Casablanca.

ARTICLE 9 - ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

1 - LYDEC souhaite associer étroitement ses Prestataires à ses valeurs (Exemplarité, Innovation, Professionnalisme, Confiance, Cohésion, Esprit Citoyen), en particulier en vue de respecter et promouvoir ses engagements en faveur du développement durable.

2 - L'Entrepreneur s'engage à respecter ces Règles, et en particulier à :

- (i) ne pas faire travailler des enfants, ni avoir recours à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire conformément aux principes de l'Organisation Internationale du Travail ;
- (ii) veiller à ce qu'il n'existe aucune forme de discrimination au sein de sa société ou vis-à-vis des tiers ;
- (iii) assurer pour tous ses employés des conditions de travail respectant la santé et la sécurité sur les lieux de travail ;
- (iv) respecter l'environnement lors de la conception, la fabrication, l'usage et la destruction ou le recyclage de produits et réduire l'impact négatif qu'il pourrait avoir sur l'environnement conformément à toute législation environnementale et de santé publique applicable, qu'elle soit nationale, européenne ou internationale ; et ne s'engager dans aucune forme de corruption.

Ces obligations s'appliquent à l'Entreprise mais aussi à ses éventuels principaux sous-traitants.

3 - L'Entreprise s'engage à mettre en place au sein de sa société les règles et procédures nécessaires afin de s'assurer du respect des obligations visées dans le présent article et d'en faire une évaluation régulière.

4 - Si LYDEC suspecte un manquement de l'Entreprise à l'une de celles-ci, LYDEC pourra à tout moment lui demander des informations, éclaircissements, ou des explications quant aux manquements suspectés. L'Entreprise s'engage, à première demande, à fournir à LYDEC, dans les plus brefs délais possibles, lesdites informations, éclaircissements, ou explications, étayés de toutes les preuves nécessaires, et ceci avec le degré de précision et d'exhaustivité demandé par LYDEC.

5 - Si l'Entreprise ne fournit pas lesdites informations, éclaircissements, ou explications, LYDEC pourra, sans que ce soit une obligation, demander, après un préavis raisonnable, à un cabinet externe indépendant choisi en concertation avec l'Entreprise, de faire un audit de l'Entreprise afin de vérifier le respect des stipulations du présent article.

6 - Au cas où il serait prouvé que l'Entreprise a manqué aux engagements définis ci-dessus dans le paragraphe 2, sous paragraphes (i) à (iv), LYDEC pourra proposer à l'Entreprise des solutions et/ou des plans d'action raisonnables et proportionnels afin de remédier aux dits manquements.

CHAPITRE 2 - ORGANISATION DES CHANTIERS - RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

L'organisation des chantiers doit respecter l'ensemble des procédures environnementales décrites au CCTP.

ARTICLE 10 – EMBLEMENTS A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur fait son affaire pour les terrains nécessaires à l'édification des installations annexes de chantier ; ateliers, magasins, bureaux, cantonnement et emplacement de stockage.

ARTICLE 11 - AGREMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

L'Entrepreneur doit disposer sur le chantier d'une équipe d'encadrement, suffisamment consistante pour permettre le bon déroulement des travaux.

Sauf demande écrite du Maître de l'Ouvrage, le Directeur des Travaux ainsi que l'ensemble du personnel d'encadrement doit être strictement conforme à ce qui figure dans l'offre de l'Entrepreneur, sous peine d'arrêt des travaux et/ou d'application des pénalités prévues à cet effet dans l'article 34.

Le Directeur des Travaux de l'Entrepreneur devra être agréé par le Maître de l'Ouvrage. Ses références personnelles établies principalement par les Maîtres d'Ouvrages attestant qu'il a déjà exécuté avec succès des travaux d'importance équivalente à ceux qui font l'objet du présent Marché devront être présentées à l'appui de la demande d'agrément en même temps que son curriculum vitae. Il doit être doté des pouvoirs de décision nécessaires à la bonne marche du chantier. Cette délégation de pouvoir devra être adressée au Maître de l'Ouvrage dans un délai d'un mois à compter de la date notifiée de l'ordre de service de commencer les travaux.

Le Directeur des Travaux doit être doté d'une délégation de pouvoir dûment signé par la Direction Générale de l'entreprise adjudicataire lui permettant de prendre toutes les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux.

Le Directeur des Travaux doit rejoindre le chantier dans un délai de 1 (un) mois après la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux. En cas de retard, les pénalités prévues par le paragraphe 34 seront appliquées.

Les responsables du service technique et méthodes, de la sécurité, des travaux en souterrains ainsi que le directeur du plan assurance qualité doivent rejoindre le chantier dans les délais indiqués dans le planning de mobilisation du personnel figurant dans le mémoire technique de l'offre de l'Entrepreneur, corrigé en fonction des remarques du Maître de l'Ouvrage. En cas de retard, les pénalités prévues par le paragraphe 34 seront appliquées.

Si le Maître de l'Ouvrage considère que, pour incompétence constatée au cours de l'exercice de la fonction ou comportement incompatible avec la responsabilité qui lui est confiée ou s'il en juge la présence sur le chantier indésirable pour d'autres raisons, un cadre parmi le personnel de l'Entrepreneur ne doit plus faire partie de l'encadrement du chantier, la notification doit en être faite à l'Entrepreneur qui doit procéder à son remplacement dans un délai de deux (2) mois au maximum.

Quel que soit le motif de remplacement du personnel, l'agrément des nouveaux profils proposés s'effectuera sur la base des curriculums vitae, lesquels devront faire valoir une expérience et une compétence au moins équivalentes à celles des profils initiaux.

Le règlement des prix des installations communes à tous les travaux est conditionné par la mise en place de l'équipe responsable des travaux.

ARTICLE 12 - MAIN D'OEUVRE

La main-d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux est recrutée par l'Entrepreneur, sous sa responsabilité et suivant les règlements en vigueur.

L'Entrepreneur doit respecter la législation en vigueur ou à venir portant réglementation du travail et des salaires au Maroc.

L'Entrepreneur doit prévoir l'emploi maximum de main d'œuvre ordinaire compatible avec ses obligations. Le personnel spécialisé étranger éventuel doit être recruté conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en la matière et justifier notamment à tout moment d'un contrat de travail dûment

visé par les Autorités concernées.

L'Entrepreneur doit avoir sur le chantier la liste constamment tenue à jour des ouvriers employés. Les ouvriers, présentés par le Bureau de Placement local doivent être indiqués sur une liste à part.

ARTICLE 13 - MATERIEL DE CHANTIER

Tout le matériel et l'outillage nécessaires à l'exécution des travaux et à la sécurité des cantonnements et installations générales, est fourni par l'Entrepreneur. Ce matériel est conduit, entretenu, réparé et remis en état par ses soins et à ses frais.

La liste du matériel, fournie par l'Entrepreneur dans le mémoire d'exécution n'est pas limitative et il ne peut élever aucune réclamation si, en cours de travaux, il est amené à modifier ou compléter ce matériel.

Si pour une raison quelconque, l'Entrepreneur désire retirer du chantier une partie du matériel avant l'achèvement des travaux auxquels il est destiné, il ne peut le faire qu'avec l'accord écrit du Maître de l'Ouvrage, cet accord laissant toutefois à l'Entrepreneur les risques et périls de cette opération.

ARTICLE 14 - VOIES DE COMMUNICATION ET ACCES

L'Entrepreneur doit faire son affaire pour assurer l'accès provisoire au chantier.

L'Entrepreneur est tenu d'établir, à ses frais, les routes et pistes complémentaires nécessaires tant à la desserte des bureaux, des installations générales, qu'à l'exécution de tous les travaux et à l'amenée à pied d'œuvre des équipements.

L'Entrepreneur devra remettre en état à ses frais à l'achèvement des travaux toutes les routes mises à sa disposition par le Maître de l'Ouvrage, ainsi que les déviations que les travaux auront nécessité.

L'Entrepreneur doit laisser libre usage des routes et des compléments d'accès qu'il a établis, au personnel du Maître de l'Ouvrage ou de ses représentants et aux entreprises, fournisseurs et constructeurs travaillant pour le compte du Maître de l'Ouvrage.

L'Entrepreneur devra également soumettre au Maître de l'Ouvrage pour agrément un plan complet de signalisation de sécurité, que l'Entrepreneur doit réaliser à sa charge, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 - ALIMENTATION EN ELECTRICITE ET EN EAU

L'Entrepreneur fera son affaire pour l'approvisionnement du chantier en eau depuis le réseau d'eau potable de la ville de Casablanca. Il couvrira également les besoins en eau des bureaux du Maître de l'Ouvrage.

L'Entrepreneur a à sa charge la satisfaction des besoins, pendant toute la durée des travaux, en énergie électrique du chantier, de ses propres installations.

L'Entrepreneur indiquera dans son mémoire technique d'exécution des travaux, les besoins en énergie électrique pour les différentes périodes de travaux ainsi que la puissance installée totale et la puissance de pointe maximale.

L'Entrepreneur aura à sa charge toute l'installation, la réalisation et l'exploitation du raccordement et de l'alimentation en électricité du chantier et de ses propres locaux. Cette installation comprendra les transformateurs à installer et tout le matériel nécessaire à la réalisation et l'entretien du réseau de distribution d'énergie électrique pendant les travaux.

L'Entrepreneur devra assurer la disponibilité de l'énergie électrique nécessaire pour l'ensemble des installations du chantier (transformateurs, groupes électrogènes, compteurs, etc.).

L'Entrepreneur fera son affaire pour l'approbation et la réception des installations électriques, ainsi que le raccordement avec le réseau par les services concernés.

Le branchement de groupes de secours sur l'installation électrique n'est accepté que si les conditions et consignes de sécurité particulières, fixées par les services compétents sont satisfaites.

La distribution de l'énergie électrique sur le chantier devra faire l'objet d'un dossier de plans établis par l'Entrepreneur et joint à son mémoire technique d'exécution.

Les pannes de courant du réseau ne sauront en aucun cas justifier une réclamation quelconque de la part de l'Entrepreneur.

ARTICLE 16 - CANTONNEMENT

L'Entrepreneur a à sa charge la construction des aménagements suivants dans les zones mises à sa disposition par le Maître de l'Ouvrage :

- les bureaux de chantier pour ses propres besoins,
- les bureaux pour les besoins du Maître d'Ouvrage,

ARTICLE 17 – SECURITE & HYGIENE

I. Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité et l'hygiène en général et la protection du personnel du chantier et des tiers. Elles seront sous sa responsabilité et à ses frais, dans le cadre des mesures générales qui peuvent être applicables en vertu des textes légaux et réglementaires et en tenant compte des sujétions normales d'exploitation du Maître d'Ouvrage ou de celles qui sont fixées dans les cahiers des charges et règles de sécurité Lydec « **Exigences d'Hygiène et de Sécurité dans les chantiers travaux** » :

- 1- Toutes les mesures particulières qui sont nécessaires eu égard à la nature de ses propres travaux et des matières qu'il emploie et aux dangers que celles-ci comportent, notamment en ce qui concerne les dangers provenant de l'utilisation des matières dangereuses, les risques d'incendie et les dangers d'origine électrique.
- 2- Toutes les mesures communes de sécurité concernant l'hygiène, la prévention des accidents, la médecine du travail, les premiers secours ou soins aux accidentés et malades, ainsi que la protection contre l'incendie, les dangers d'origine électrique, pouvant être rendues nécessaires par la présence simultanée à proximité de son chantier d'autres installations et entrepreneurs se trouvant sur le site du chantier au moment où l'entrepreneur doit commencer ses travaux ou s'y installer pendant l'exécution de ceux-ci.

En conséquence, il appartient à l'Entrepreneur de donner à son personnel l'instruction nécessaire et de lui prescrire les consignes à observer concernant la prévention des accidents et qui sont prévues par les textes réglementaires.

Dans le cadre de la sécurité et au titre de la prévention des accidents, l'Entrepreneur doit prendre notamment toutes les mesures efficaces et utiles concernant les réseaux enterrés, la circulation et le stationnement sur l'ensemble du chantier, les dispositions d'alarme, la protection contre les chutes de matériaux, la protection individuelle (casques, gants, bottes, lunettes,...), le secourisme, l'hygiène et la propreté etc...

- 3- L'Entrepreneur devra fournir et installer tout le matériel nécessaire au balisage de jour et de nuit des parties terrestres du chantier. Outre la signalisation de ses chantiers, l'Entrepreneur pourra être tenu de mettre en place une signalisation particulière sur les itinéraires routiers que ses camions ou ses engins seraient amenés à parcourir fréquemment. Les dispositions correspondantes seront soumises à l'agrément du maître d'ouvrage ou des autorités compétentes qui pourront y apporter toutes modifications ou compléments qu'il jugera utiles, sans que cela n'atténue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur.

II. Les personnes ayant un poste de responsabilité au sein de Lydec pourront, en cas de constatation d'un éventuel risque, prendre les dispositions suivantes :

Si le risque est potentiel :

- **avertir le responsable du chantier Lydec du risque encouru qui se chargera de notifier par écrit à l'entrepreneur la mise en demeure pour redressement.**

Si le risque est imminent :

- **ordonner l'arrêt immédiat du chantier**
- **prévenir le responsable Lydec du chantier qui se chargera de notifier par écrit à l'entrepreneur la mise en demeure pour redressement.**

L'appréciation du caractère potentiel ou imminent revient d'autorité au maître d'ouvrage sur la base du constat de ses animateurs sécurité.

Sans préjudices de ce qui précède Toute insuffisance ou défaillance (selon l'appréciation des animateurs sécurité de LYDEC) sur les mesures prises pour assurer la sécurité en général et une bonne protection du personnel du chantier ou des tiers en particulier ou l'application des exigences du présent marché, conduira à un ordre d'arrêt de chantier provenant du maître d'ouvrage et la période d'interruption qui en découlera sera comprise dans le délai contractuel et donnera lieu le cas échéant à l'application des pénalités de retard **prévues à l'article 27 du présent C.C.A.F.** Dans ce cas l'entrepreneur subirait d'office sur ses créances ou son cautionnement, sans mise en demeure préalable ni autre formalité de la part de Lydec, une pénalité ou plusieurs pénalités décrites ci-dessous.

- Si pour une cause quelconque, l'Entrepreneur ne se conformait pas aux prescriptions en matière d'hygiène ou de sécurité prescrites par le présent marché ou par LYDEC au cours de l'exécution du marché, LYDEC pourrait prendre d'office (aux frais de l'Entrepreneur) les mesures qu'elle estimerait utiles sans que la

responsabilité de l'Entrepreneur soit dégagée, celui-ci étant dans tous les cas civilement et pénalement responsable des accidents occasionnés par ses travaux.

Nota : Le jour utilisé ci-dessous est le jour calendaire.

17.0. DEFAT DE REPLIEMENT de chantier et remise en état des lieux ou défaut d'évacuation de terres/matériaux excédentaires

A la fin des travaux, l'Entrepreneur devra, le jour même, procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, l'Entrepreneur subira par jour, sans mise en demeure préalable, une pénalité de MILLE (1000) dirhams.

L'application de cette pénalité cessera lorsque l'Entrepreneur aura remédié aux défaillances constatées.

LYDEC pourra faire réaliser les travaux par ses propres moyens ou par une autre entreprise. Les coûts majorés de 10% de peines et soins seront facturés à l'Entrepreneur et déduits de ses décomptes.

L'Entrepreneur sera tenu au fur et à mesure de l'avancement du chantier d'évacuer les terres ou tous autres matériaux excédentaires.

L'Entrepreneur subira, sans mise en demeure préalable, par jour où le Maître d'ouvrage constatera une carence, une pénalité de MILLE (1000) dirhams.

L'application de cette pénalité cessera lorsque l'Entrepreneur aura remédié aux défaillances constatées.

LYDEC pourra faire réaliser les prestations d'évacuation par ses propres moyens ou par une autre entreprise. Les coûts seront facturés à l'Entrepreneur et déduits de ses décomptes.

17.1. PROTECTION INDIVIDUELLE

En cas d'absence ou défaillance des Equipements de Protection Individuelles (EPI) qui s'imposent dans les chantiers, l'entrepreneur doit payer une pénalité par jour et par ouvrier défaillant selon le barème ci-après :

DISPOSITIONS COERCITIVES SUR LE PORT D'UNE PROTECTION INDIVIDUELLE	
Casques	Pénalité de 300 DH/JOUR/OUVRIER
Harnais	Pénalité de 300 DH/JOUR/OUVRIER
Chaussures, bottes	Pénalité de 300 DH/JOUR/OUVRIER
Lunettes, masques	Pénalité de 400 DH/JOUR/OUVRIER
Masques, cagoules	Pénalité de 200 DH/JOUR/OUVRIER
Auto sauveteur	Pénalité de 500 DH/JOUR/OUVRIER
Tabliers	Pénalité de 200 DH/JOUR/OUVRIER
Gants	Pénalité de 200 DH/JOUR/OUVRIER
Gilets de sauvetage	Pénalité de 300 DH/JOUR/OUVRIER
Casques antibruit, bouchons	Pénalité de 400 DH/JOUR/OUVRIER
Genouillères	Pénalité de 300 DH/JOUR/OUVRIER

NB : Avant tout démarrage des travaux, un représentant du service sécurité de Lydec précisera les équipements nécessaires pour ce type de chantier.

17.2. SECOURS ET HABILITATION

En cas de défaillance ou absence des moyens de secours sur le chantier dûment constaté par Lydec (extincteur/boîte de soins urgents, etc.) donne lieu à une pénalité de 500 DH/Jour. Par ailleurs toute intervention d'une personne non habilitée dans un chantier de Lydec est passible d'une pénalité de 500 DH.

17.3. SIGNALISATION

Toute signalisation défaillante ou manquante donne lieu à une pénalité de:

- 1 - 400 DH/jour pour une signalisation d'approche,
- 2 - 300 DH/jour pour une signalisation de position,

Le personnel de l'entreprise non équipé de vêtement de signalisation à haute visibilité donne lieu à une pénalité de 300 DH/Ouvrier/jour.

L'absence ou la défaillance d'un gyrophare est synonyme de 300 DH/nuit de pénalité pour l'entreprise

Les prestataires devront obligatoirement fournir des balisages respectant les modèles exigés dans les annexes de sécurité et d'Hygiène dans les chantiers de travaux figurant dans le marché.

Tout balisage ne respectant pas strictement les standards Lydec devront faire l'objet d'un remplacement immédiat par le fournisseur et au plus tard dans un **délai fixé par Lydec** à partir de la première demande de LYDEC. A défaut, Lydec se réserve le droit de pallier, sans délai supplémentaire, aux manquements du fournisseur au frais de celui-ci et ce sans préjudice des éventuelles pénalités que Lydec pourra lui réclamer conformément au 1er l'alinéa du présent article.

17.4. ARRACHEMENT DES CABLES électriques ou cassure des conduites d'eau potable ou d'assainissement

Toute entreprise travaillant sans respecter la procédure interne (DICT) Lydec, est passible de 5 000 DH/Jour de pénalité. Cependant en cas d'arrachement d'un câble électrique, l'entrepreneur paie une pénalité de 15 000 DH. S'il casse une conduite d'eau ou d'assainissement la pénalité à payer par l'entrepreneur est de 5000 DH en plus du procès-verbal fait selon la procédure interne de Lydec en cas de sinistre dans le réseau.

Dispositions préventives contre les arrachements des câbles Electriques :

Préalablement à l'ouverture de tout chantier dans les zones où les réseaux électriques sont exploités par le maître d'ouvrage, l'Entrepreneur devra prendre contact, une semaine à l'avance, avec le maître d'ouvrage afin que ses représentants puissent entamer la procédure interne de détection desdits câbles et le marquage de leurs emplacements conformément aux prescriptions indiquées en annexes au présent marché.

A cet effet, l'Entrepreneur s'engage :

- à respecter les recommandations de la cellule anti-arrachement du maître d'ouvrage ;
- à prendre en charge toutes les dispositions de protection ou de déplacement, si nécessaire après concertation avec le maître d'ouvrage, pour éviter un arrachement de câble ;
- de prévenir immédiatement la cellule anti-arrachement du maître d'ouvrage en cas d'incident durant les heures ouvrables ou le bureau central de conduite lors des heures non ouvrables.
- **à supporter immédiatement l'intégralité des frais directs de réparation en cas d'endommagement des câbles ou de canalisations ;**
- à informer et former son personnel sur les dispositions et les techniques de prévention contre les arrachements des câbles électriques.

NB : Dans le cas d'arrachement de câble causé par l'Entrepreneur, le maître d'ouvrage prendra, sans préavis et sans aucune réclamation de la part de l'Entrepreneur, les dispositions pour déduire des sommes dues à l'Entrepreneur les frais (directs et indirects) dus aux préjudices subis par LYDEC, par ses clients ou par des tiers suite à l'arrachement de câble.

17.5. CONSIGNATION

Toute intervention, en électricité ou en assainissement ou en eau potable, sans consignation est passible d'une pénalité à payer par l'entreprise de 10 000 DH.

17.6. INSTALLATION OU EQUIPEMENTS DEFAILLANTS

L'entrepreneur est tenu de vérifier ses instruments de travail, de contrôler son installation. Toute défaillance ou absence de matériel d'aération ou de détection des gaz dans les chantiers de Lydec donne lieu à une pénalité de 500 DH/instrument.

17.7. BLINDAGES PRÉFABRIQUÉS

Toute absence ou défaillance de blindage exige une pénalité à payer par l'entrepreneur de 2000 DH/Jour. Si une intervention d'un ouvrier de l'entreprise est faite sans qu'il y ait blindage dans la fouille, la pénalité passe à 3000 DH/Ouvrier.

17.8. ECHAFAUDAGES – NACELLES

En cas d'absence ou défaillance de matériel d'échafaudages ou de nacelle, l'entrepreneur doit payer une pénalité de 300 DH/jour d'utilisation.

17.9. BRUIT

Toute absence ou défaillance de matériel de sécurité en cas de bruit de plus de 85 dB donne lieu à une pénalité à payer par l'entreprise de 300 DH/jour/Ouvrier **utilisant ce matériel**.

17.10. PRODUITS DANGEREUX

En cas de découpage de conduite en amiante sans protection appropriée des ouvriers et/ou de l'environnement, l'entrepreneur doit payer une pénalité de 300 DH/Ouvrier sur le chantier.

17.11 HYGIENE

En cas d'absence ou défaillance, l'entrepreneur paiera :

DURÉE CHANTIER	ABSENCE OU DEFAILLANCE VESTIAIRE	ABSENCE OU DEFAILLANCE RÉFECTOIRE	ABSENCE OU DEFAILLANCE EAU	ABSENCE OU DEFAILLANCE WC
Inférieure à 4 mois	200 DH/JOUR	200 DH/JOUR	200 DH/JOUR	200 DH/JOUR
Supérieure à 4 mois	400 DH/JOUR	300 DH/JOUR	400 DH/JOUR	

17.12 REFECTION DE VOIRIE

A la réalisation des tranchées et après accord écrit et préalable de Lydec, l'entrepreneur doit immédiatement réaliser la réfection des tranchées :

- La chaussée doit être asphaltée dans un délai de douze heures (12 heures) à partir de la date et heure fixées par LYDEC.
- Le trottoir doit être réfectionné dans un délai de vingt-quatre heures (24 heures) à partir de la date et heure fixées par LYDEC.

En cas de défaillance de l'entrepreneur, LYDEC appliquera une pénalité de 500 DH/jour calendaire de retard.

Si pour une cause quelconque, l'Entrepreneur ne se conformait pas aux prescriptions ci-dessus, LYDEC pourrait prendre d'office (aux frais de l'Entrepreneur) les mesures de signalisation qui s'imposeraient sans que la responsabilité de l'Entrepreneur soit dégagée, celui-ci étant dans tous les cas civilement et pénalement responsable des accidents occasionnés par ses travaux.

ARTICLE 18 - RECEPTION ET STOCKAGE DU MATERIEL SUR LE CHANTIER

L'Entrepreneur doit reconnaître le matériel à son arrivée sur le chantier pour s'assurer de sa parfaite conservation pendant le transport, et en cas d'avarie, tenir le Maître de l'Ouvrage au courant des constats et des réserves qu'il fait auprès du transporteur.

L'Entrepreneur doit prendre en charge et emmagasiner le matériel approvisionné et monté par lui, dans le cadre des dispositions ci-après :

- il doit se conformer aux consignes qui lui sont données par le Maître de l'Ouvrage concernant la répartition du matériel aux emplacements de stockage.
- après déballage à pied d'œuvre du matériel et sauf dérogation au présent Article, les emballages sont repris par l'Entrepreneur.

ARTICLE 19 - STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES DANGEREUSES

Dans le cas où l'Entrepreneur envisage l'emploi d'explosifs ou de toute matière dangereuse, il lui incombe d'obtenir les autorisations administratives nécessaires auprès des autorités concernées. L'Entreprise devra tenir compte de la loi 28-00 sur la manipulation des matières dangereuses.

Dans le cas d'usage d'explosifs, l'Entrepreneur est tenu d'approvisionner et d'utiliser les explosifs et accessoires de tir suivant les lois et règlements en vigueur sous son entière responsabilité. Il est seul responsable de tout accident pouvant provenir du fait de l'emploi des explosifs.

Le stockage de carburants et autres matières dangereuses doit être organisé conformément aux lois et règlements en vigueur. En particulier, les quantités de matières inflammables entreposées dans les constructions provisoires ne doivent pas dépasser les besoins d'une journée. En dehors des heures de travail, les matières inflammables ou combustibles (chiffons, graisses, vernis, etc...) doivent être enfermés dans des coffres métalliques adéquats.

CHAPITRE 3 - EXECUTION DES TRAVAUX

L'exécution des travaux doit se conformer à l'ensemble des procédures environnementales décrites au présent Marché.

ARTICLE 20 - PROGRAMME D'EXECUTION

20.1 Après signature du marché, le Maître de l'Ouvrage enverra à l'Entrepreneur retenu un ordre de service de commencer les travaux. L'ordre de service précisera la date contractuelle de début des travaux. Seront expédiés en même temps que l'ordre de service, tous les documents et plans provisoires concernant le projet en question, éventuellement disponibles chez le Maître de l'Ouvrage.

Le Maître de l'Ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours pour faire ses observations au sujet des documents fournis par l'Entrepreneur qui est tenu de prendre en considération ces observations.

L'Entrepreneur disposera par la suite d'un délai maximum de dix (10) jours pour procéder aux rectifications de ces plans et documents en fonction des observations du Maître de l'Ouvrage.

20.2 A la fin de chaque mois d'exécution du Marché, l'Entrepreneur doit adresser au Maître de l'Ouvrage un état indiquant le degré d'avancement de ces opérations et, s'il y a lieu, les modifications qu'il propose d'apporter au programme d'exécution. L'Entrepreneur doit permettre au Maître de l'Ouvrage de procéder, à son gré, aux vérifications de ces états et ceux-ci peuvent donner lieu, à tout moment, sur la demande de l'une ou de l'autre partie, à un examen en commun.

20.3 Si, au cours des travaux, il est constaté que la marche des travaux n'est pas en conformité avec le programme établi par l'Entrepreneur et que ce retard n'est pas dû à un cas de force majeure conformément à l'Article 32, l'Entrepreneur devra, dans un délai de dix (10) jours à partir de la mise en demeure qui lui aura été faite par un ordre de service, prendre toutes les mesures pour rattraper le retard constaté et proposer un nouveau programme de travaux permettant de rattraper ce retard.

Si dans un délai de quinze (15) jours après la mise en demeure faite par le Maître de l'Ouvrage, aucune amélioration n'a été constatée par le maître d'ouvrage, ce dernier se réserve le droit de prendre toutes les mesures utiles aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur.

ARTICLE 21 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

21.1 L'Entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignement pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître de l'Ouvrage.

21.2 L'Entrepreneur ne pourra faire aucune réclamation ni prétendre à une indemnité ou plus-value, pour la gêne et les sujétions résultant d'ouvriers d'autres Corps d'Etat appelés à travailler sur le chantier.

21.3 Le dégagement, la remise en état et le nettoyage devront être exécutés sur le chantier au fur et à mesure de la finition de chaque partie d'ouvrage.

21.4 Pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur doit être présent en permanence sur le lieu d'exécution des travaux ou se faire représenter par un agent dûment agréé par le maître d'ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

La demande écrite présentée par l'Entrepreneur, en vue de l'agrément d'un représentant, doit fournir toutes références utiles concernant cet agent et faire connaître exactement l'étendue des pouvoirs qui lui sont accordés par l'entrepreneur au point de vue tant de la conduite des travaux que des règlements des comptes.

L'Entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées pour se rendre soit dans les bureaux du maître d'ouvrage soit sur les lieux des travaux, à chaque fois qu'il en est requis. Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l'issue des réunions ou des visites de chantier, effectuées en présence de l'Entrepreneur.

ARTICLE 21 bis - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Conformément aux dispositions de l'article 22.1 du CCAG, l'entrepreneur conservera la propriété des logiciels, brevets, savoir-faire, connaissances ou tout autre élément destinés à être utilisés ou utilisés dans le cadre du présent marché, et dont il était propriétaire à la date de signature du marché.

Le maître d'ouvrage s'engage à accorder aux éléments de propriété industrielle (informations confidentielles) destinés à être utilisés ou utilisés dans le cadre du présent marché, et dont l'entrepreneur était propriétaire à

la date de signature du marché, au moins le degré de protection que celui qu'il accorde à ses propres éléments de propriété industrielle.

Le maître d'ouvrage ne pourra être tenu responsable de la violation de cette obligation qu'en cas de dol ou de faute lourde et ce, conformément aux dispositions de l'article 232 du Dahir (9 ramadan 1331) formant Code des obligations et des contrats.

ARTICLE 21 ter – LISTE DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions des articles du présent CCAF et du CCTP, **et dans la mesure où l'importance et la nature des travaux le justifient selon l'appréciation du chargé de travaux de LYDEC**, la liste des documents à remettre par l'entreprise et des prestations nécessaires pendant la phase de préparation du chantier est rappelée ci-après :

Ces documents doivent être fournis au plus tard 15 jours après de la date de réception de l'ordre de service de commencement du chantier correspondant.

1. Plans et description des installations de chantier avec les sites de stockage prévus (Tél, Eau, Electricité....)
2. Autorisations d'occupation temporaire pour l'installation du chantier
3. Autorisation des voiries et de déviation de circulation.
4. Autorisation d'Ouverture de Tranchée sur la voie publique ou d'intervention sous la voie publique ou les voies ferrées (à la charge de LYDEC)
5. Programme prévu pour la reconnaissance des réseaux
6. Programme pour les Constats préalables, les démarches Administratives.
7. Plans de circulation
8. Dossier d'étude des bétons, Coffrages, des Armatures, d'injection de béton ou autres approuvé par un bureau de contrôle ce dossier comportera le programme des épreuves et de convenance.
9. Dossier d'exécution des travaux (à fournir 15 jours à partir de la notification de l'approbation du marché)
10. Programme et planning détaillé des travaux à réaliser avec phasage
11. Description générale des dispositions et méthodologie à adopter pour la réalisation des travaux.
12. Plans d'Hygiène et de sécurité
13. Organigramme complet de l'encadrement (chef de chantier et chef de projet)
14. Planning Financier (prévision mensuelle des situations)
15. Photocopies certifiées conformes des polices d'assurance contractées par l'entrepreneur
16. Liste des moyens matériels nécessaires à l'exécution des travaux (par chantier) par Moyens Humains s'il y a lieu
17. Fourniture et pose Panneaux de chantier
18. Rapport Mensuel d'avancement des travaux (durant les travaux)
19. Liste des sous-traitants
20. Le P.A.Q et le P.H.S à présenter dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'ordre de service (AB)

La liste ci-dessus n'est pas limitative, l'entrepreneur devra fournir tout document ou pièce nécessaire, demandé par le maître d'ouvrage ou son ingénieur chargé du contrôle et suivi des travaux.

ARTICLE 22 - ETUDES-DESSINS D'EXECUTION ET AUTRES DOCUMENTS

Le CCTP définit les documents à remettre par l'Entrepreneur ainsi que les échéanciers correspondants.

Le Maître de l'Ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours pour faire ses observations au sujet des documents fournis par l'Entrepreneur qui est tenu de prendre en considération ces observations.

L'Entrepreneur disposera par la suite d'un délai maximum de dix (10) jours pour procéder aux rectifications de ces plans et documents en fonction des observations du Maître de l'Ouvrage.

L'Entrepreneur doit se conformer aux changements qui lui sont prescrits pendant le cours du travail, mais seulement lorsque le Maître de l'Ouvrage les a ordonnés par écrit. Il ne peut être tenu compte des conséquences de ces changements que si l'Entrepreneur les motive par écrit au Maître de l'Ouvrage dans un délai de dix (10) jours maximum à dater de la réception des ordres les prescrivant.

L'Entrepreneur soumet au Maître de l'Ouvrage en cinq exemplaires, les documents d'exécution (dessins, notes de calcul, etc...) établis par ses soins.

Le Maître de l'Ouvrage après avoir fait apporter, s'il y a lieu en accord avec l'Entrepreneur, toutes modifications qu'il juge utiles, retourne un exemplaire avec mention "BON POUR EXECUTION" à l'Entrepreneur pour exécution des travaux.

L'Entrepreneur est tenu de provoquer lui-même, et en temps utile, les instructions écrites ou l'envoi des documents qui pourraient lui faire défaut.

ARTICLE 23 - MODIFICATIONS

Si l'Entrepreneur apporte sans autorisation des modifications aux ouvrages et travaux définis dans les plans d'exécution approuvés, le Maître de l'Ouvrage pourra en exiger la démolition, correction et reprises nécessaires à l'exécution exacte du Marché, sans préjudice d'une part, des réfections qu'il pourrait exiger sur le montant de la commande si ces démolitions, corrections, reprises, entraînent une diminution de la qualité finale des ouvrages, et d'autre part, de toute autre incidence, notamment sur les travaux des autres Entrepreneurs.

Si les ouvrages modifiés à l'initiative de l'Entrepreneur, ont entraîné, pour ce dernier, des dépenses supérieures à celles afférentes aux ouvrages initialement prévus, le supplément de dépense restera à la charge de l'Entrepreneur.

Les dépenses supplémentaires résultant des travaux ou modifications dont l'origine est imputable à une faute de l'Entrepreneur resteront à la charge de ce dernier. Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de diminuer le montant du Marché par le montant des économies si le coût des ouvrages modifiés est moins élevé que celui des ouvrages prévus.

L'Entrepreneur est tenu d'effectuer toutes modifications prescrites par le Maître d'Ouvrage ainsi que les travaux ou modifications qui lui sont ordonnés par le Maître de l'Ouvrage, en conséquence d'une injonction administrative, d'une décision judiciaire ou d'un arbitrage faisant suite au recours de tiers. Ces travaux seront à la charge du Maître de l'Ouvrage sauf si leur origine est imputable à une faute de l'Entrepreneur.

ARTICLE 24 - CANALISATIONS ET CABLES SOUTERRAINS

Le Maître de l'Ouvrage fournit à l'Entrepreneur, à titre indicatif, les renseignements en sa possession sur l'encombrement du sous-sol.

Avant tout début d'exécution des travaux, l'Entrepreneur devra se renseigner auprès des administrations et services publics concernés sur les mesures prescrites par ceux-ci en vue de localiser exactement et protéger les canalisations ou câbles existants. L'Entrepreneur devra respecter scrupuleusement ces prescriptions en cours de travaux.

En toutes hypothèses, l'Entrepreneur est entièrement responsable des dégâts matériels causés aux canalisations ou aux câbles à l'occasion du chantier.

ARTICLE 25 - RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

25.1.1 L'Entrepreneur sera seul responsable de tous accidents ou dommages que l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents, ses ouvriers et les sous-traitants éventuels peuvent causer tant à son personnel qu'aux tiers et autres entrepreneurs travaillant sur le chantier, qu'au Maître d'Ouvrage, ses employés et ses représentants.

- L'Entrepreneur s'oblige à garantir et indemniser le Maître d'ouvrage contre toutes les réclamations, plaintes, poursuites, demandes de dommages et intérêt, frais, charges et dépenses de toute nature pouvant surgir à l'occasion des travaux ou l'entretien des ouvrages.

- Dans tous les cas, l'entrepreneur s'engage à se substituer à LYDEC, à la première demande de cette dernière et dans un délai qu'elle fixe, dans toute action que viendrait un tiers à engager à l'encontre de LYDEC.

25.1.2 L'Entrepreneur supportera seul, notamment, la charge de tous accidents, dommages, dégâts ou détournements causés à des tiers du fait de l'exécution du marché, ainsi que des pertes, destructions ou détériorations quelconques occasionnées au matériel et aux matériaux du Maître d'Ouvrage, à partir de leur prise en charge par l'Entrepreneur et, résultants notamment de vols, malveillance, incendie, exposition aux intempéries et tous phénomènes atmosphériques ou d'un mauvais emploi.

25.2 Précision pour le Cas de groupement :

En cas d'attribution du marché à un Groupement d'Entreprises, les Parties constituant le Groupement signeront le marché et seront conjointement et solidairement responsables vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage et des tiers de toutes les obligations qui découleront de l'exécution du marché. Chaque membre du Groupement sera responsable de la réalisation de sa part du marché et sera responsable solidairement des prestations mises à la charge des autres membres du Groupement et ce, pendant l'exécution des travaux et durant une période de 10 ans après la réception définitive des travaux.

25.3 La responsabilité de l'Entrepreneur n'est atténuée en rien par l'agrément que le Maître de l'Ouvrage lui aura donné sur quelque objet que ce soit.

Les modifications prescrites par le Maître de l'Ouvrage aux propositions de l'Entrepreneur ne peuvent avoir pour effet de dégager la responsabilité de ce dernier.

25.4 Les dispositions du présent article bénéficient à Lydec et demeurent valables après la réception définitive et ce, pour une période de 10 à partir du prononcé de ladite réception.

25.5 Au sens du présent article, les agents, ouvriers et les sous-traitants éventuels du Maître d'ouvrage sont considérés comme des tiers.

ARTICLE 25 bis - SURVEILLANCE ET CONTROLE DES EQUIPEMENTS ET MATERIEL EN USINE ET DES TRAVAUX A PIED D'ŒUVRE.

1. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exercer ou de faire exercer par les personnes de son choix, la surveillance de l'avancement et le contrôle de l'exécution du matériel dans les usines et des travaux dans les chantiers de l'Entrepreneur ainsi que dans les usines et les chantiers de ses sous-traitants et de ses sous-commandiers, sans que ce droit diminue en quoi que ce soit la responsabilité de l'entrepreneur.

2. L'Entrepreneur, ses sous-traitants et ses sous-commandiers doivent assurer aux représentants dûment mandatés du Maître d'ouvrage le libre accès dans les usines ou chantiers pendant les heures de travail et leur donner toutes les facilités pour leur permettre de remplir entièrement leur mission. Il appartient à l'Entrepreneur de prévoir ces obligations dans ses sous-commandes (cf. Art. 4).

Pour l'exécution des obligations visées dans le présent Article, l'Entrepreneur doit remettre au Maître d'ouvrage, au fur et à mesure de leur passation, copie des Clauses des sous-traités et des sous-commandes principales au sens de l'article 4 et, sur la demande du Maître d'ouvrage, de toute autre sous-commande comprenant toutes indications, spécifications techniques, modalités d'examens et essais en cours de fabrication, délai de livraison nécessaire pour suivre leur exécution, en accord avec l'Entrepreneur.

3. L'entrepreneur, ses sous-traitants et sous-commandiers, doivent mettre à la disposition des représentants du Maître d'ouvrage tous les moyens dont ceux-ci ont besoin pour vérifier que les Clauses Techniques du Marché sont respectées et pour contrôler les essais prévus dans le C.P.S ou, en l'absence de clauses explicites, exécutés conformément aux règles de l'Art.

L'Entrepreneur, ses sous-traitants et ses sous-commandiers doivent prévenir le Maître d'ouvrage en temps utile et au moins 20 jours à l'avance, des examens et essais prévus et, d'une manière générale de tout examen ou essai donnant une indication sur la valeur des travaux.

Si le Maître d'ouvrage n'a pas délégué son représentant à la date limite indiquée pour ces contrôles, l'Entrepreneur peut prendre toutes les mesures qu'il juge utiles pour continuer les travaux.

L'Entrepreneur doit faire parvenir au Maître d'ouvrage quatre exemplaires des Procès-verbaux des examens et essais effectués, que le Maître d'ouvrage ait été ou non représenté à ces contrôles.

4. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de demander, après s'être mis d'accord à ce sujet avec l'entrepreneur, tout essai complémentaire en vue de vérifier certaines conditions non définies dans le C.P.S.

5. Les délais normalement nécessaires aux opérations de contrôle ne peuvent en aucun cas être invoqués par l'Entrepreneur comme cause de retard dans la livraison, sauf si certaines opérations de contrôle ont été retardées du fait du Maître d'ouvrage, soit qu'il s'agisse d'un retard soit que celui-ci ait exigé des contrôles complémentaires non prévus à l'origine.

6. Toutes les formalités et tous les frais d'exécution des essais sont à la charge de l'entrepreneur, à l'exception des frais des représentants du Maître d'ouvrage à l'occasion de ces opérations, les contrôles complémentaires non prévus à l'origine et demandés par le Maître d'ouvrage font l'objet 'un règlement des dépenses qui en résulteraient.

Cette surveillance et ce contrôle ne peuvent diminuer en quoi que ce soit la responsabilité de l'Entrepreneur qui reste entière, conformément aux dispositions de l'article 25.

ARTICLE 25 ter - PROCEDURE ET PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES A SUIVRE

L'entreprise sera soumise aux normes et prescriptions municipales dont elle devra prendre connaissance auprès des responsabilités vis-à-vis de la ville.

L'Entrepreneur devra fournir à LYDEC une copie de l'autorisation de circuler avec les engins de chantier et les camions. Cette autorisation est délivrée par les autorités compétentes.

L'ouverture de tranchée ou de toute intervention sur la voie publique devra faire l'objet d'un ordre de service par LYDEC et déposé le jour même au service des chaussées pour visa de contrôle et retrait d'une autorisation spéciale à présenter à toutes réquisitions. Cet ordre de service devra faire apparaître de façon claire, les mesures temporaires de protection affectant la voie publique et les nécessaires déviations de trafic. Dans le cadre de déviations de circulation, l'entreprise devra en établir la demande d'autorisation à sa charge et prendre en considération le délai de son approbation par l'autorité compétente pour ne pas affecter le délai d'exécution prévu des travaux.

Cet ordre de service devra préciser en particulier :

CCAF

- Le service demandeur,
- Le nom de l'entreprise exécutante,
- Le lieu précis des travaux,
- Les quantités et la nature de ces travaux,
- La date de commencement de ces travaux et leur durée.

Dans des cas de force majeure (intervention rapide pour dépannage ou réparation) les travaux peuvent être exécutés, après autorisation écrite de LYDEC, sans autorisation préalable de la ville, mais le service des chaussées doit en être avisé le plutôt possible (dès le lendemain matin pour les interventions nocturnes par exemple) par un bon de régularisation.

ARTICLE 26 - DELAI D'EXECUTION

Le délai global maximum d'exécution des travaux objet du présent marché est fixé à **9 mois**.

À compter de la date de démarrage des prestations prescrite dans l'ordre de service de démarrage des prestations.

Les délais seront exprimés en mois du calendrier grégorien à compter du jour prévu (par ordre de service) pour le commencement des travaux correspondants.

Les délais contractuels tiennent compte de la période de préparation et d'organisation du chantier ainsi que de l'implantation des ouvrages et de l'élaboration des plans d'exécution. Les travaux seront réputés terminés, aux fins d'application du présent article, à la date indiquée au Procès-Verbal visé à l'Article 29 ci-dessous.

Au cas où les travaux seraient retardés pour des raisons à la fois imprévisibles et indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur :

- augmentation de la masse des travaux, hors des limites définies à l'article **8.1.1** du CCAG.
- force majeure.
- retard imputable au Maître de l'Ouvrage.

Le Maître de l'Ouvrage pourra, sur demande écrite justifiée de l'Entrepreneur, présentée dans les dix (10) jours qui suivent l'apparition du fait ayant causé ce retard, accorder une prolongation des délais partiels et globaux ci-dessus.

Toute demande, même justifiée, présentée plus de dix (10) jours après l'apparition du fait ayant causé un retard, ne sera pas prise en considération.

ARTICLE 27 - PENALITES DE RETARD

Dans le cas où l'Entrepreneur n'aurait pas respecté le délai précisé à l'article 26 du présent CCAF et où le(s) délai(s) partiel(s), Lydec se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 0.1% du montant du marché (zéro virgule un pour cent) par jour de retard.

Les pénalités sont comptées par jour calendaire.

Les pénalités seront appliquées séparément et introduites d'office dans les décomptes mensuels jusqu'à concurrence de 10% (dix pour-cent) du montant des décomptes successifs, le solde éventuel étant prélevé en totalité sur le décompte provisoire N° n et dernier qui correspond au décompte général définitif des travaux.

Les pénalités sont cumulables y compris avec les pénalités spécifiées à l'article 34 du CCAF. La somme des pénalités sera limitée à **10% (dix pour cent)** du montant total des travaux, y compris la révision des prix.

Il appartiendra à l'Entrepreneur, dans le cadre de son programme de travaux, de se prémunir à sa convenance contre des retards éventuels de ses sous-traitants. De convention expresse, il ne pourra arguer du retard d'un de ceux-ci pour éluder une quelconque de ses obligations.

Au cas où le délai global des travaux est respecté, toutes les pénalités appliquées sur les délais partiels seront restituées à l'Entrepreneur.

ARTICLE 27 bis - RAPPORT D'AVANCEMENT

Pour les chantiers d'une durée dépassant Trois (03) mois, L'Entrepreneur est tenu de présenter un rapport périodique d'avancement des travaux comme précisé ci-dessous.

L'Entrepreneur devra tenir ses obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage ou du maître d'œuvre en ce qui concerne la périodicité et le contenu de ces rapports périodiques. Dans le cas contraire, une pénalité est appliquée pour non remise du rapport mensuel à temps. Cette pénalité est fixée à 5.000 dirhams par rapport d'avancement mensuel non remis dans les temps et sera déduite des sommes dues à l'entrepreneur sur le décompte du mois suivant.

Périodicité du rapport détaillé d'activité à remettre par l'Entrepreneur au maître d'ouvrage.	Mensuel à présenter au plus une semaine après la fin de chaque mois.
Nombre d'exemplaires	Trois (03)

Contenu.	Rapport d'avancement Planning contractuel reflétant l'avancement. Planning financier
----------	--

ARTICLE 28 - RECEPTIONS ET PLANS DE RECOLEMENT

Les réceptions provisoire et définitive seront effectuées par le Maître de l'Ouvrage en présence de l'Entrepreneur. Le Maître de l'Ouvrage dressera un Procès-verbal de ces opérations.

En fin d'exécution, et avant que la réception provisoire ne soit prononcée, l'Entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage l'ensemble des documents décrits dans le CCTP.

La non fourniture par l'Entrepreneur des plans de récolement, entraînera automatiquement la non libération des sommes dues à la réception provisoire.

ARTICLE 29 - RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Dès que les travaux seront terminés et que les installations seront prêtes à fonctionner, l'Entrepreneur le notifiera par écrit au Maître de l'Ouvrage.

Pour tous ouvrages ou parties d'ouvrages qui risqueraient d'être rendus non visitables avant la réception provisoire ou encore faisant l'objet de délais d'exécution partiels, il sera procédé à une vérification permettant de prononcer une réception partielle. Dans ce cas, c'est la dernière réception partielle qui tiendra lieu de réception provisoire de travaux.

Les essais de réception seront alors effectués en présence des représentants du Maître de l'Ouvrage et éventuellement des services concernés.

Tous les frais supplémentaires engendrés par une mise en conformité éventuelle demandée par le Maître de l'Ouvrage seront à la charge de l'Entrepreneur.

Un Procès-Verbal fixera la date de fin des travaux une fois les mises au point éventuelles effectuées.

La réception provisoire impliquant le transfert de propriété sera prononcée dans un délai de 30 jours à compter de la date de fin des travaux.

L'Entrepreneur a la mission de former sans frais supplémentaires au fonctionnement des installations le personnel du maître de l'ouvrage ou de l'exploitant qu'il aura désigné. Il l'instruit des consignes relatives à leur bonne marche et à leur entretien.

Ce personnel est mis à disposition de l'entrepreneur aux frais du maître de l'ouvrage dès le commencement de la période des essais de réception.

La formation de ce personnel doit être achevée à la date de commencement de la période de mise en observation.

La réception définitive interviendra au terme de la garantie de parfait achèvement telle que stipulée dans l'article 48 ci-après et marquera la fin de l'exécution du marché hormis les obligations relatives aux garanties et responsabilités notamment celles prévues à l'article 25 et 48 du présent CCAF.

ARTICLE 30 - CONTROLE DES TRAVAUX

30.1 - Essais et contrôles en cours de travaux

Le programme détaillé des contrôles et autocontrôles effectués dans le cadre de l'organisation Qualité du chantier est soumis au maître d'œuvre dans les délais et selon les modalités prévues au PAQ ou autres documents spécifiques à l'Assurance Qualité.

30.2 - Essais et contrôles supplémentaires

Le maître de l'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre ou du bureau de contrôle relevant du maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Ces essais, définis par le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage, seront à la charge du maître de l'ouvrage s'ils sont satisfaisants. S'ils étaient négatifs, ces essais, ainsi que tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, en cas de résultats non satisfaisants, seront à la charge de l'entrepreneur, le programme et l'organisme chargé de réaliser les essais étant dans chaque cas définis par le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage.

30.3 - Fiches d'autocontrôle

L'entrepreneur sera tenu de matérialiser les propres contrôles de ses travaux et installations en produisant hebdomadairement au Maître d'Œuvre des « fiches d'autocontrôle » pendant la période de réalisation des travaux.

Ces fiches porteront plus particulièrement sur les implantations, alignements, niveaux, pentes, étanchéité, isolation de tous ouvrages ou installations dont les éventuels défauts de mise en œuvre ne pourraient être, par la suite, détectés visuellement (réseaux enterrés, équipements noyés dans le béton, équipements rendus non visitables par l'habillage ou les revêtements).

ARTICLE 31 - GESTION DES DÉCHETS & REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX DES INSTALLATIONS

31.1 - L'entrepreneur, générateur des déchets provenant des travaux objet du présent CCAF, assume seul la responsabilité entière de la gestion des déchets au sens de la loi n°28-00 relative à la gestion des déchets et à leur élimination.

- Dans tous les cas, l'entrepreneur s'engage à se substituer au maître d'ouvrage, pour tous les litiges pouvant surgir à l'occasion de la gestion des déchets.
- L'Entrepreneur s'oblige également à garantir et indemniser le Maître d'ouvrage contre toutes les réclamations, plaintes, poursuites, demandes de dommages et intérêt, frais, charges et dépenses de toute nature pouvant surgir à l'occasion de la gestion des déchets.

32.2 Dans un délai de un (1) mois à compter de la date de la réception provisoire des ouvrages, l'Entrepreneur est tenu au repliement de ses installations de chantier, et doit faire enlever tous les matériaux non employés et les déchets de toute espèce. Il doit, dans le même délai, procéder à la remise en état des lieux conformément aux directives du Maître de l'Ouvrage.

Cette clause s'applique à tous les terrains et installations réalisées par l'Entrepreneur ou mis à sa disposition par le Maître de l'Ouvrage.

En cas de retard de la part de l'Entrepreneur excédant cent (100) jours, les opérations susvisées seront faites d'office, à ses frais, après mise en demeure par simple ordre de service du Maître de l'Ouvrage.

Le présent alinéa 32.2 n'exonère en rien l'entrepreneur de la responsabilité lui incombant au titre de l'alinéa 31.1 du présent article.

ARTICLE 32 – FORCE MAJEURE

En application des dispositions de l'article 6.2 du C.C.A.G de LYDEC relatives à la force majeure, l'entrepreneur a droit à une augmentation raisonnable des délais d'exécution qui doit faire l'objet d'un avenant ; étant précisé toutefois qu'aucune indemnité ne peut être accordée à l'entrepreneur pour perte totale ou partielle de son matériel, les frais d'assurance de ce matériel étant réputés compris dans les prix du marché.

Pour être pris en compte, les arrêts de travail consécutifs à des intempéries doivent être constatés et acceptés par le Maître d'Ouvrage. A cette fin, la signature par lui des feuilles d'intempéries ou du cahier spécialement ouvert à cet usage sur le chantier fait foi de son acceptation.

Les intempéries sont considérées comme telles selon les conséquences qu'elles entraînent :

- rendre dangereuses ou insalubres les conditions d'exécution des travaux ;
- entraver ou rendre impossible l'exécution des travaux ;
- avoir une intensité exceptionnelle par heure.
- avoir une intensité ou une durée telle que leur survenance était absolument imprévisible.

Les tremblements de terre dont l'intensité sur le site est supérieure à l'intensité VI de l'échelle internationale (Mercalli), sont considérés comme cas de force majeure.

Il est précisé que les bénéfices des dispositions de l'article 6.2 du CCAG de LYDEC ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

- Les dégâts sont imputables à des retards de l'Entrepreneur sur la base du dernier programme de l'Entreprise approuvé par le Maître de l'Ouvrage.
- Au moment du sinistre, l'Entrepreneur ne disposait pas d'un personnel et du matériel suffisant pour minimiser les dégâts.
- Aux engins que l'Entrepreneur aurait abandonnés à l'arrêt sur le chantier dont la non évacuation en temps utile lui serait imputable.

Le Maître d'œuvre fixera la prolongation de l'exécution des travaux en fonction de l'impact des pluies sur les travaux tel que consigné dans le cahier de chantier.

Nonobstant ce qui précède, l'entrepreneur pourra soumettre au maître d'ouvrage une demande d'indemnisation du préjudice subi et dûment justifié. Le maître d'ouvrage pourra accepter ou refuser, si bon lui semble, la demande après une expertise effectuée par un tiers expert désigné d'un commun accord par les parties ou par le président du tribunal de commerce de Casablanca.

ARTICLE 33 – INTERRUPTION DES TRAVAUX

Aucun arrêt des travaux (interruption ou ajournement) ne pourra être décidé par l'Entrepreneur sans en

avoir informé préalablement le Maître de l'Ouvrage par écrit et reçu de lui un accord écrit. En cas d'arrêt (interruption ou ajournement,) ordonné (avant ou après commencement des travaux) pour une cause quelconque par une autorité compétente (LYDEC, ministère de l'Équipement, Autorité déléguée, Police, autorité judiciaire etc), l'Entrepreneur ne pourra prétendre à aucune indemnité et ce, nonobstant toute disposition contraire. Toutefois, les délais d'exécution pourront être prolongés par LYDEC.

ARTICLE 34 – PENALITES PARTICULIERES

34-1 Pénalité pour défaut de signalisation

Une pénalité de deux mille dirhams (2 000 DH) par jour calendaire sera appliquée à l'Entrepreneur chaque fois que le Maître de l'Ouvrage constatera que la signalisation est défaillante (absence de signalisation, signalisation incomplète, panneaux endommagés, absence des bandes indicatrices de tranchée...etc.) et que l'Entrepreneur n'y remédie pas dans un délai de vingt-quatre heures (24 h) après mise en demeure du Maître de l'Ouvrage.

34-2 Pénalité de non-respect des mesures de sécurité

Dans le cas où les spécifications du PPSPS n'étaient pas suivies par l'Entrepreneur, une pénalité de 0.01‰ du montant du marché (zéro virgule zéro un pour mille) par jour de retard lui sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée à partir du lendemain de la notification d'une mise en demeure signalant ce constat.

34-3 Pénalité pour défaut de repliement de chantier et remise en état des lieux

A la fin des travaux, l'Entrepreneur devra, dans un délai de deux (2) semaines à compter de la date de notification de la décision de réception provisoire, avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, l'Entrepreneur subira, après mise en demeure portant préavis de cinq (5) jours, une pénalité de mille (1 000 DH) par jour calendaire.

L'application de cette pénalité cessera lorsque l'Entrepreneur aura remédié aux défaillances.

En cas de carence prolongée, le Maître de l'Ouvrage pourra engager les opérations de remise en état des lieux aux frais de l'Entrepreneur.

34-4 Pénalité pour défaut d'évacuation des matériaux excédentaires ou remise en état des chaussées

L'Entrepreneur est tenu, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, d'évacuer les déblais excédentaires ou tous autres matériaux à la décharge agréée après remblaiement des fouilles et de remettre et maintenir en état les chaussées et trottoirs dans l'emprise des travaux.

Une pénalité de mille dirhams (1 000 DH) par jour calendaire sera appliquée à l'Entrepreneur chaque fois que le Maître de l'Ouvrage constatera une carence et que l'Entrepreneur n'y remédie pas dans un délai de vingt-quatre heures (24) après mise en demeure du Maître de l'Ouvrage.

L'application de cette pénalité cessera lorsque l'Entrepreneur aura remédié aux défauts constatés.

Conformément aux dispositions de l'article 6-5 du (C.C.A.G.), le montant total des pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du Marché complété par les avenants éventuels.

34-5 Pénalité de retard de la prise de service ou absence du directeur des travaux

Dans le cas où le directeur des travaux n'a pas rejoint son poste dans un délai de 1 mois après la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, ou s'est absenté sans avis au préalable de l'Aménagement, une pénalité de 0.01‰ du montant du marché (zéro virgule zéro un pour mille) par jour de retard ou d'absence sera appliquée pour les 10 (dix) premiers jours, portée à 0.02‰ du montant du marché (zéro virgule zéro deux pour mille) par jour, à compter du 11^{ème} jour, puis à 0.03‰ du montant du marché (zéro virgule zéro trois pour mille) par jour à partir du 20^{ème} (vingtième) jour jusqu'à ce qu'il rejoigne son poste.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer cette pénalité en cas de modification du directeur des travaux par rapport à ce qui est proposé dans le mémoire technique de l'offre technique de l'Entrepreneur.

34-6 Pénalité de retard de la prise de service ou absence du personnel d'encadrement du chantier

Il s'agit du personnel suivant :

- 0- Responsable du bureau technique
- 1- Responsable de la qualité
- 2- Responsable de la sécurité

Dans le cas où l'un de ces responsables n'a pas rejoint son poste dans les délais indiqués dans le planning de mobilisation du personnel figurant dans le mémoire technique de l'Entrepreneur et approuvé par le Maître de l'Ouvrage ou dans le cas de leur absence non justifiée, sans avis au préalable, une pénalité de 0.005‰ du montant du marché (zéro virgule zéro zéro cinq pour mille) par jour de retard ou d'absence sera appliquée pour chaque responsable en retard pour les 15 (quinze) premiers jours. Cette pénalité sera portée à 0.01‰ du montant du marché (zéro virgule zéro un pour mille) par jour de retard pour chaque responsable à compter du 16^{ème} jour jusqu'à ce que ces derniers rejoignent leur poste.

CHAPITRE 4 - CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 35 - DISPOSITIONS GENERALES

L'Entrepreneur est censé tenir compte, dans l'établissement de ses prix, de toutes les sujétions résultant directement ou indirectement des conditions générales d'exécution du présent Marché.

Aucune réclamation de sa part, basée sur ces sujétions, ne sera recevable, quel que soit le moment où elle sera formulée.

Les prix comprennent tous les frais relatifs au présent marché, notamment :

- les essais nécessaires à la bonne conception et exécution des ouvrages ;
- les dépenses d'amortissement, d'entretien et d'exploitation du matériel nécessaire ;
- les dépenses inhérentes à l'exécution des travaux faisant l'objet du Marché, dont en particulier, les remises en état des lieux, les droits de douane et les assurances éventuelles ;
- tous salaires, annexes de salaires, frais de déplacement, gratifications et indemnités diverses du personnel, directement ou indirectement nécessaires aux travaux considérés ;
- tous les frais généraux, faux-frais, aléas et bénéfices ;
- les frais afférents à la propriété intellectuelle (brevet, licence, dessin et modèle).
- tous impôts et taxes y compris la taxe sur la valeur ajoutée TVA,
- la gestion des déchets au sens de la loi n° 28-00 relative à la gestion des déchets et à leur élimination
- d'une façon générale, toutes dépenses, frais et faux frais à engager pour la bonne exécution des travaux (sondages, recherches de canalisations ... etc).

Il est convenu que les travaux de remise en état nécessités par tous dégâts commis par l'Entrepreneur lors des travaux de toute sorte faisant l'objet du Marché aux installations ou aux biens de toute nature restent à la charge exclusive de l'Entrepreneur.

ARTICLE 36 - MODE DE REMUNERATION

36.1 Définition des prix

Les travaux faisant l'objet du présent Marché seront réglés par application des prix définis dans le Bordereau des Prix Unitaires Formant Détail Estimatif

Les quantités prises en compte résulteront d'attachements pris en cours de travaux. En principe, toutes les dimensions prévues aux dessins notifiés "BON POUR EXECUTION" seront respectées et prises ainsi en attachement.

Les renseignements fournis par le Maître de l'Ouvrage ne dispensent pas l'Entrepreneur d'effectuer les vérifications et les reconnaissances nécessaires, notamment sur les difficultés particulières susceptibles d'être rencontrées.

En aucun cas, l'Entrepreneur ne peut se prévaloir de l'insuffisance des renseignements fournis par le Maître de l'Ouvrage pour revenir en cours de marché sur les prix qu'il a acceptés ou pour demander une indemnité.

L'Entrepreneur sera réputé s'être rendu compte sur place des difficultés des travaux, et il n'aura droit à aucune plus-value sur les prix du bordereau, quelles que soient les difficultés spéciales rencontrées pendant les travaux, telles que par exemple : présence d'autres chantiers, arrêt momentané des travaux, maintien de la circulation ... etc.

36.2 Mode de règlement des ouvrages

Les Règlements par le Maître de l'Ouvrage se font en Dirhams pour les entreprises marocaines et en dirhams marocains et/ou en devises (Euros ou Dollars américains) pour les entreprises étrangères.

Si le cours de change (EUR ou Dollars/ MAD) augmente et s'écarte de + 1,5% par rapport au cours de référence utilisé lors de l'ouverture des plis, le fournisseur prendra à sa charge la part au-delà de la variation de 1,5% et procédera, lors de règlement des factures, à l'émission d'un avoir en faveur de Lydec égale à la valeur du marché en devises multipliée par la différence entre le cours de change moyen des règlements effectués par Lydec et le cours de référence majoré de 1,5%.

Nb : Il est rappelé que pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimés en monnaies étrangères ont été convertis en Dirhams sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank AL-Maghreb.

Les prestataires étrangers feront leur affaire des transferts en devise des formalités avec l'office de change et frais afférents.

Les prix de toutes les fournitures comprennent tous les honoraires, droits de douanes, manutention, transport, assurances, magasinage et généralement tous les frais liés à l'importation.

Il est en outre précisé que les prix des prestations devront le cas échéant être exprimés y compris retenue à la source de 10% applicable aux prestations effectuées par des sociétés étrangères.

Pour les soumissionnaires étrangers non établis au Maroc, les prix seront exprimés suivant le CODE **INCOTERM DDP** pour les équipements et accessoires livrés et déchargés sur les sites désignés par LYDEC. Tous ces sites sont situés sur le périmètre de la Wilaya de Casablanca.

Le fournisseur s'engage à remettre dès signature du présent marché un projet de cadencement de la facturation pour toute la durée des travaux avec mention des règlements à prévoir en dirhams et/ou devise.

Les travaux donneront lieu à l'établissement d'un décompte mensuel établi sur la base d'attachements qui seront calculés sur les prix figurant dans le **BPU-DE** comme indiqué ci-dessous :

a) Les attachements seront pris au fur et à mesure de l'exécution des travaux, sous réserve de l'application du sous-paragraphe b) ci-dessous.

Les attachements portent sur les travaux terminés et en-cours, les quantités sont déterminées sur la base des dimensions prévues aux dessins "BON POUR EXECUTION" et effectivement réalisées en fonction de l'avancement de la réalisation.

b) Lorsque certaines parties d'ouvrages doivent être cachées conformément aux dispositions du CCTP, l'Entrepreneur doit prévenir le Maître de l'Ouvrage la veille des travaux de pose et fixer avec le représentant de celui-ci l'heure à laquelle seront pris contradictoirement les attachements relatifs aux quantités de travaux qui ne pourraient être vérifiées par la suite.

c) Les attachements seront pris contradictoirement par le représentant du Maître de l'Ouvrage et l'Entrepreneur. L'Entrepreneur fournira à cette occasion le personnel et les outils ou appareils de mesure nécessaires à une évaluation précise des travaux effectués.

d) Aucun attachement ne pourra être opéré pour les ouvrages dont l'exécution ne sera pas conforme au plan correspondant signé par le Maître de l'Ouvrage avec la mention "BON POUR EXECUTION", ainsi qu'aux spécifications du CCTP.

L'Entrepreneur remettra en fin de mois à l'approbation du Maître de l'Ouvrage le Cahier des attachements ainsi qu'un projet de décompte mensuel. Les représentants du Maître de l'Ouvrage disposeront de 10 jours pour approuver ou amender ce projet de décompte et le transmettre aux services concernés du Maître de l'Ouvrage.

Le paiement se fera dans un délai de 90 jours à partir de la date de dépôt de la facture au bureau d'ordre de LYDEC sise, à 48 rue Mohamed Diouri, Immeuble Laâroussi Casablanca, accompagnée des attachements des travaux réalisés objet de la facture, validés par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'une affectation en nantissement du présent Marché, dès qu'un décompte aura été établi, l'Entrepreneur pourra demander au Maître de l'Ouvrage une attestation de droits constatés qui lui sera fournie à toutes fins utiles.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de réception provisoire, l'entrepreneur devra remettre au Maître de l'Ouvrage une situation récapitulative détaillée des travaux exécutés, présentant les quantités déjà réglées et le montant total du Marché.

L'Entrepreneur pourra prendre la copie du décompte général définitif dans un délai de UN (1) mois après la remise de la situation récapitulative.

ARTICLE 37 - DECOMPOSITION DES PRIX

Sans Objet

ARTICLE 38 - IMPOTS, TAXES, FRAIS DOUANIERS

L'Entrepreneur sera entièrement responsable de tous impôts, taxes, droits de timbre, droits de douane en cas de fournitures importées, Taxe Professionnelle à payer dans le cadre de la mise en service des fournitures ou prestations objet du marché.

- Pour toutes les prestations, objets du présent marché, l'Entreprise n'ayant pas d'établissement au Maroc sera passible des taxes, impôts, retenues à la source, perçus sur le territoire du Royaume du Maroc, conformément à la législation fiscale en vigueur au Maroc.
- Elle doit faire accréditer auprès de l'Administration fiscale marocaine un représentant domicilié au Maroc, qui s'engage à se conformer aux obligations auxquelles sont soumis les redevables exerçant au Maroc, et à payer la taxe sur la valeur ajoutée exigible.
- Elle doit communiquer au maître d'ouvrage le document justifiant cette accréditation dans un délai de 20 jours à compter de la signature du Marché et en tout cas avant l'émission de toute facture. La facture doit mentionner le n° d'identification fiscale attribué à l'Entreprise.
- En cas de groupement comprenant une Entreprise n'ayant pas d'établissement au Maroc, et au cas où le mandataire commun pilote serait son représentant fiscal au Maroc, il doit communiquer le document justifiant son accréditation dans un délai de 20 jours à compter de la signature du Marché et en tout cas avant l'émission de toute facture.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre tout paiement à l'Entrepreneur en cas de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 38 bis : RETENUE A LA SOURCE

Conformément au Code général des impôts, une retenue à la source de 10 % sera opérée par la Lydec sur le montant brut (H.T) des rémunérations perçues par les sociétés étrangères n'ayant pas d'établissement stable au Maroc sans tenir compte des prestations relatives aux frais de déplacement et d'édition le cas échéant.

Traitement de la RAS :

« L'application de la retenue à la source est automatiquement opérée pour les prestations avec des sociétés étrangères, conformément aux dispositions du Code Général des Impôts marocain. Le prestataire aura la faculté de récupérer le montant de la retenue à la source, en le déduisant de son impôt local, selon les conventions fiscales de non double imposition »

ARTICLE 38 ter : TRANSFERT

Le prestataire est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur au Maroc notamment en matière de transfert de devises et d'imposition sur les bénéfices professionnels.

ARTICLE 38 quater - EXONERATION DE LA TVA

Pour toutes les prestations, objets du présent marché, l'Entreprise n'ayant pas d'établissement au Maroc sera passible des taxes, impôts, retenues à la source, droits de douane fiscaux, redevances, contributions et autres, perçus sur le territoire du Royaume du Maroc, conformément à la législation fiscale en vigueur au Maroc.

Liquidation de la TVA :

« A défaut de désignation de représentant fiscal, qui s'engage à déclarer et à régler la TVA pour le compte du prestataire au Maroc, Lydec procède à l'auto-liquidation de la TVA correspondant au marché. Le règlement transféré par Lydec au titre du marché, correspond au montant hors taxe sur la valeur ajoutée. »

ARTICLE 39 - REVISION DES PRIX

Les prix sont ceux du bordereau des prix et sont fermes et non révisables.

ARTICLE 40 - TRAVAUX EN REGIE

Il n'est pas prévu de réaliser des travaux en régie.

ARTICLE 41 - CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET GARANTIE DE BONNE EXECUTION

Les montants des cautionnements provisoires sont fixés au niveau du RPAO

La garantie de bonne exécution est fixée à TROIS POUR CENT (3%) du montant initial du Marché en TTC.

La garantie de bonne exécution prendra la forme d'une garantie bancaire réalisable à première demande et émanant d'une Banque s'engageant avec l'Entrepreneur à verser au maître d'ouvrage, jusqu'à concurrence du montant de garantie stipulé ci-dessus, les sommes dont ils viendraient à être reconnus débiteurs envers le maître d'ouvrage à l'occasion du présent marché.

Il est rappelé que l'Entrepreneur doit produire cette garantie bancaire conformément au modèle annexé au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. La garantie bancaire doit être émise par une Banque marocaine habilitée à émettre de telles garanties.

La garantie bancaire doit être communiquée au maître d'ouvrage dans les Trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché et elle restera affectée à la garantie des engagements contractuels de l'Entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux. La garantie bancaire est libérée sur main levée du maître d'ouvrage, sauf les cas d'application des mesures coercitives prévues dans le CCAF, dans les trois (03) mois suivant la date de la réception définitive des travaux après que le titulaire du marché ait rempli à la date

de la réception définitive toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage et a effectivement remis les plans de récolement des ouvrages exécutés (D.O.E.).

La garantie de bonne exécution sera acquise également par le maître d'ouvrage dans les cas prévus par le présent CCAF.

Les frais de la garantie bancaire seront à la charge de l'Entrepreneur.

Une Garantie supplémentaire pourra être exigée par LYDEC pour les éventuels avenants au marché. Il est fixé à 3% du montant de l'avenant du marché en TTC et devra être délivré à l'entrepreneur dans les conditions précitées.

ARTICLE 42 - RETENUE DE GARANTIE

42.1 La retenue de garantie est fixée à 7 % (SEPT POUR CENT) du montant initial du Marché en TTC augmenté le cas échéant des montants de ses avenants. Elle sera constituée par application d'une retenue de 10 % (DIX POUR CENT) sur chaque décompte présenté par l'Entrepreneur et ce jusqu'à ce que le montant de 7 % (SEPT POUR CENT) de la valeur initiale du Marché soit atteint. Elle peut être remplacée par une caution bancaire dans les conditions prévues à l'alinéa 42.2 ci-après. Elle sera restituée après la réception définitive, sous réserve que l'Entrepreneur ait satisfait à toutes ses obligations, et notamment qu'il ait fourni tous les documents relatifs à l'approbation de son décompte définitif.

42.2 La caution bancaire doit être réalisable à première demande et émise par une banque marocaine habilitée à émettre de telle garantie. Cette garantie doit être soumise, pour accord, au maître d'ouvrage dans les 30 jours suivant la notification de l'approbation du marché. A défaut d'accord du maître d'ouvrage, ce dernier opérera la retenue de garantie suivant les conditions de l'alinéa 1^{er} du présent article.

ARTICLE 43 - NANTISSEMENT

"Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'un nantissement en application des dispositions du dahir du 9 ramadan 1331 (12 Août 1913) formant code des obligations et contrats et ce, selon une procédure établie d'un commun accord entre le titulaire du marché, la banque du choix du titulaire du marché et LYDEC.

Tous les frais liés à ce nantissement sont à la charge du titulaire du marché."

ARTICLE 44 - VARIATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

Toute variation dans la masse des travaux sera régie selon les spécifications de l'article 8 du C.C.A.G de LYDEC.

Toute modification apportée au cours des travaux fera l'objet d'un ordre de service dûment signé par le Maître d'Ouvrage.

Les travaux en plus ou en moins seront comptés à l'Entrepreneur sur la base des prix figurant dans le Marché.

ARTICLE 45 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

L'Entrepreneur supportera les frais de timbres, et s'il y a lieu, les frais d'enregistrement des différentes pièces du Marché.

ARTICLE 46 - REFUS DES OUVRAGES OU DU MATERIEL- RESILIATION DU MARCHE

46.1 Nonobstant tout transfert de propriété antérieur, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de refuser les ouvrages ou le matériel dans les conditions précisées ci-après :

- Si, à la suite d'essais non satisfaisants, l'entrepreneur ne peut, dans le délai qui lui est consenti par le Maître de l'Ouvrage, mettre les ouvrages ou le matériel en état de remplir les conditions techniques fixées par le CCTP pour que la réception provisoire puisse être prononcée.

- Si, pendant l'année suivant la réception provisoire, se révèlent des vices graves incompatibles avec une exploitation normale.

46.2 En cas de refus par lui des ouvrages ou du matériel, le Maître de l'Ouvrage a le choix entre les solutions ci-après :

46.2.1 - Accepter que les ouvrages ou le matériel refusés, soient remplacés par l'Entrepreneur et à ses frais. En attendant qu'il ait pu être procédé à ce remplacement, le Maître de l'Ouvrage a la faculté :

- . de renoncer à utiliser les ouvrages ou le matériel refusé,

- . d'utiliser ces ouvrages ou ce matériel, sous la responsabilité et avec l'accord de l'Entrepreneur, moyennant certaines modifications, adjonctions ou adaptations éventuelles effectuées aux frais de l'Entrepreneur, s'il y a lieu. Le Maître de l'Ouvrage a alors gratuitement le libre usage des ouvrages ou du matériel défectueux et pourra, après préavis de VINGT (20) jours par lettre recommandée avec accusé de réception, prononcer la résiliation de tout ou partie du Marché.

46.2.2 - Ne pas accepter le remplacement des ouvrages ou du matériel défectueux et après préavis de VINGT (20) jours par lettre recommandée avec accusé de réception, prononcer la résiliation de tout ou partie du Marché.

46.3 Lorsque le Maître de l'Ouvrage accepte le remplacement des ouvrages ou du matériel défectueux, il

renonce à l'exercice de ses droits à dommages et intérêts pour tout préjudice subi de ce fait, les pénalités de retard éventuellement encourues restant, bien entendu, applicables.

46.4 Après leur remplacement, ou le cas échéant, après résiliation du Marché, les ouvrages ou les matériels refusés sont remis à la disposition de l'Entrepreneur, celui-ci doit alors procéder à leur démolition ou à leur enlèvement à ses frais et dans les moindres délais.

En cas de retard dans cette démolition ou cet enlèvement, le Maître de l'Ouvrage peut, après mise en demeure par lettre recommandée, faire exécuter le travail aux frais et risques de l'Entrepreneur.

46.5 Le Maître de l'Ouvrage peut encore prononcer la résiliation de tout ou partie du marché dans un délai de huit (8) jours calendaires après mise en demeure par lettre simple ou recommandée et ce dans le cas où il est reconnu, au cours de la construction de l'ouvrage ou du matériel, que cet ouvrage ou ce matériel serait finalement refusé en totalité ou en partie si on l'achevait ou on le montait.

46.6 En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le présent marché peut être résilié de plein droit par LYDEC après mise en demeure adressée au syndic de redressement ou liquidation judiciaire, le cas échéant, et restée plus d'un mois sans réponse..

46.7 En cas de résiliation du Marché par application du présent Article, le Maître de l'Ouvrage se réserve expressément le droit de réclamer une indemnité en rapport avec le préjudice subi par lui.

ARTICLE 46 BIS - RESILIATION DU MARCHÉ

Article 46 bis-1 : Cas de résiliation pour faute grave.

Le Maître d'ouvrage peut prononcer, sans préavis ni autre formalité, la résiliation de tout ou partie du Marché aux torts de l'entrepreneur, en cas de manquement grave de l'Entrepreneur à ses obligations contractuelles. Cette résiliation prendra effet, le jour de la notification par LYDEC du courrier de résiliation à l'entrepreneur.

- Constituent un manquement grave dans le cadre du présent article :
- Le fait pour l'Entrepreneur de ne pas se conformer aux dispositions de l'article 46.2 ci-dessus.
- Un dépassement de plus de Dix Pour Cent des délais contractuels d'exécution.
- Le dépassement du plafond des pénalités de retard.
- Manquements graves visés comme tels par présent CCAF

En cas de résiliation du Marché par application du présent Article, le Maître d'ouvrage se réserve expressément le droit de passer un nouveau marché avec un autre entrepreneur ou un groupement d'entrepreneur pour l'achèvement des travaux. En tout état de cause, Lydec se réserve le droit de réclamer une indemnité en rapport avec le préjudice subi par lui.

Article 46 bis-2 : Cas de résiliation pour faute.

1- nonobstant tout autre disposition du présent CCAF, lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par LYDEC, cette dernière le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui est notifiée par ordre de service ou par lettre.

Ce délai, sauf le cas d'urgence dont LYDEC est seule juge, n'est pas inférieur à quatre (48) heures calendaires à dater de la notification de la mise en demeure.

Passé ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, LYDEC peut :

- a) soit procéder à l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur; cette régie peut être partielle ;
- b) soit résilier le marché aux torts de l'entrepreneur et passer un nouveau marché avec un autre entrepreneur ou un groupement d'entrepreneurs pour l'achèvement des travaux ;
- c) soit prononcer la résiliation pure et simple du marché assortie de la confiscation de la garantie de bonne exécution et de la retenue de garantie le cas échéant.

2 - Dans les cas visés aux articles 46-bis-1 et 46-bis-2, il est procédé immédiatement, en présence de l'entrepreneur ou en son absence, après qu'il ait été lui dûment convoqué, à la constatation des ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

En cas de régie, il est en outre procédé à l'établissement de l'inventaire descriptif du matériel de l'entrepreneur et à la remise entre les mains de celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utilisée par LYDEC pour l'achèvement des travaux.

Pendant la durée de la régie, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres de LYDEC. Il peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédents de dépenses qui résultent de la régie ou du nouveau marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur ou, à défaut, sur son cautionnement, sans préjudice des sommes à réclamer à l'Entrepreneur en cas d'insuffisance.

Si la régie ou le nouveau marché entraîne, au contraire, une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice qui reste acquis au maître d'ouvrage.

Lorsque des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge de l'entrepreneur, le Directeur Général de LYDEC, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le titulaire est passible, peut par décision motivée l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de sa société.

Le titulaire est invité au préalable, par lettre recommandée avec accusé de réception, à présenter dans un délai de dix (10) jours, ses observations au regard des griefs qui lui sont reprochés.

ARTICLE 47 - DOMICILIATION BANCAIRE

A la signature du présent Marché, l'Entrepreneur aura obligation d'avoir une domiciliation bancaire. Les références de ce compte bancaire seront fournies par écrit par l'Entrepreneur au Maître de l'Ouvrage en temps opportun et figureront dans le Marché à intervenir. Le Maître de l'Ouvrage se libérera valablement des sommes dues par lui en exécution du Marché en donnant crédit de ces sommes par virement au compte ouvert par l'Entrepreneur.

En cas de groupement, les règlements à intervenir seront effectués au compte bancaire ouvert conjointement par les sociétés formant le Groupement :

Nom de la banque :

Adresse de la banque :

Numéro de compte N° :

Les versements effectués par le Maître d'Ouvrage à ce compte seront réputés libératoires pour le Maître d'Ouvrage vis-à-vis de chacune des Sociétés constituant le Groupement.

ARTICLE 48 - Garanties contractuelles

48.1 - Garantie de parfait achèvement

La garantie de parfait achèvement dont le début est la réception provisoire est d'un (1) an.

La garantie de parfait achèvement oblige l'entrepreneur, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour lui de l'article 15.4.3 du CCAG, à remédier, à ses frais, dans le délai qui serait fixé par LYDEC, et suivant les instructions qui lui seront données par cette dernière, à tout désordre, défaut, détérioration ou vice affectant les ouvrages ou susceptible de les rendre impropres à l'usage auxquels ils sont destinés qu'ils soient signalés lors de la réception provisoire ou survenus postérieurement à cet acte.

A cet effet, l'entrepreneur s'engage, à ses frais, à rectifier, réparer, remplacer, modifier, mettre au point, au choix de Lydec et suivant le délai et les instructions de cette dernière, les ouvrages mis en place (y compris frais éventuels de déplacement de personnel, démontage /remontage, transport) de telle sorte que ceux-ci fonctionnent en tout point conformément aux stipulations du marché et à l'usage pour lequel ils sont destinés.

L'entrepreneur restera responsable des installations jusqu'à l'expiration du délai de garantie.

48.2 - Garantie décennale

- L'Entrepreneur s'engage à garantir à LYDEC pendant une période de dix (10) ans à compter de la date de la réception définitive des travaux, le(s) ouvrage(s) exécuté(s) contre tout désordre, toute détérioration, dégradation, corrosion anormale, etc ou généralement contre tout vice susceptible de rendre le(s) dit(s) ouvrage(s) impropre(s) à l'usage auquel ils sont destinés et ce, qu'ils soient dues, à une faute relevant de sa responsabilité d'Entrepreneur ou défaut de matière ou de fabrication ou à un vice affectant les ouvrages.

A cet effet, l'entrepreneur s'engage, à ses frais, à réparer, remplacer, modifier, mettre au point, remettre en état au choix de Lydec et suivant le délai et les instructions de cette dernière, les ouvrages mis en place (y compris frais éventuels de déplacement de personnel, démontage /remontage, transport) de telle sorte que ceux-ci fonctionnent en tout point conformément aux stipulations du marché et à l'usage pour lequel ils sont destinés.

La présente garantie s'étend également aux équipements indissociables de l'ouvrage qui fassent indissociablement corps avec les ouvrages. Au sens de présent alinéa, un élément d'équipement est

considéré comme formant indissociablement corps avec l'un des ouvrages lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

La période de validité de la garantie décennale court à partir de la date de réception définitive jusqu'à la fin de la dixième année qui suit cette date.

48.3 Garantie des équipements

Après la réception provisoire, l'entrepreneur est tenu à la garantie biennale de bon fonctionnement de tous les équipements.

Cette garantie engage l'Entrepreneur pendant deux ans, à compter de la date de réception provisoire, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage et dans le délai qui serait fixé par ce dernier, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seront signalés par Lydec, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution des travaux, en application des critères et dans les termes définis par les fascicules concernés du CCTG, les DTU, les normes en vigueur, et les documents auxquels ils renvoient.

Cette garantie s'étend également aux équipements de pompage, robinetterie, vannerie, électriques et électromécaniques.

48.4 Sans Objet

48.5 L'entrepreneur est également tenu de respecter les obligations prévues par le Cahier des Garanties faisant partie du présent marché.

48.6 Sans préjudices des mesures coercitives prévus par le présent marché, tout manquement par l'Entrepreneur aux dispositions ci-dessus (article 48) pourra donner lieu à des poursuites en dommages et intérêts par le Maître de l'Ouvrage et à l'appel de la caution mise en place par l'Entrepreneur pour ce marché.

48.7 Les garanties prévues par les pièces constitutives du Marché ne limitent pas et ne suppriment pas le droit de LYDEC de se prévaloir des garanties légales. De convention expresse, l'entrepreneur reconnaît le droit à Lydec de faire jouer, à sa seule discrétion la ou les garanties (légale (s) ou contractuelle (s)) la plus favorable pour LYDEC.

ARTICLE 49 - CLAUSE DE SUBSTITUTION

En vertu de la convention de gestion déléguée et en cas de rachat, de déchéance ou de résiliation du contrat de gestion déléguée dont LYDEC est Prestataire, il est expressément convenu que l'Autorité Délégante sera subrogée dans les droits et obligations de LYDEC au titre du marché passé avec le soumissionnaire.

Les clauses et conditions du marché s'imposeraient alors à l'Autorité Délégante.

ARTICLE 50 - VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché, ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par le Directeur Général de LYDEC ou par les personnes déléguées par lui à cet effet.

Fait à Casablanca le :par

Pour l'Entreprise

Forme juridique

- Au capital de
- Ayant son siège social au
- Affiliée à la CNSS sous le n°
- Inscrite au registre de commerce de, sous le n°
- Taxe Professionnelle
- I.F
- Représentée par en qualité de de L'Entreprise, agissant au nom et pour le compte de l'entreprise, **dûment et régulièrement habilité à cet effet**, et désigné ci-après par **le prestataire**.

NB : En cas de groupement, toutes les entreprises formant ce groupement doivent être désignées et doivent signer le présent document

Date, cachet et signature

Lu et approuvé (mention manuscrite)